

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxembourg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2209

5 septembre 2012

SOMMAIRE

26 Investments S.A.	106028	Unifrax Luxembourg I S.à r.l.	106001
Abacom S.A.	106030	Uranium Participation Cyprus Limited-Luxembourg Branch	106001
Accipiter Holdings (Luxembourg)	106028	Uranium Participation Cyprus Limited-Luxembourg Branch	106001
Activa Sicav	106027	VAH Private Equity SICAV	106002
Aéro St Exupéry Company	106030	Valcade Holding S.A.	106001
Alpha Fund, S.C.A., SICAV-SIF	106031	Valeant Pharmaceuticals Luxembourg S.à r.l.	106002
Andbanc Asset Management Luxembourg	106030	VALERIO Lux S.à r.l.	106002
Andbanc Luxembourg S.A.	106031	Valleroy S.A.	106003
A.N. International S.à r.l.	106029	Valluga S.A.	106003
Antargaz Luxembourg S.A.	106031	Valona Finance S.A. - SPF	106003
A.P. Management Solutions S.à r.l.	106028	Vinifin International S.A.	106003
ArclIndustrial France Developments I S.à r.l.	106031	Vitrauto S.A.	106003
Arminius Astoria (Luxembourg) S.à r.l.	106032	Vivaldis - Gesellschaft für Strukturierte Lösungen S.A.	106004
Arminius Moat (Luxembourg) S. à r.l.	106032	Vostis S.A.	106004
Arminius Peel (Luxembourg) S. à r.l.	106032	Vouvray S.A. SPF	106004
Arminius Sports (Luxembourg) S.à r.l.	106032	Wandpark Burer Bierg S.A.	106005
Bain Capital International Holdings S.à r.l.	106031	Want Brothers Accounting S.A.	106004
BlackRock European Holdings S.à r.l.	106032	Waterways S.A.	106006
Bregal Partners Investments (Luxembourg) S.à r.l.	105993	Weatherlight S.A.	106006
CoDeLux S.A.	106005	West Putnam RE 1	106005
CS Strategic Associates V, S.à r.l.	106028	Westring S.A.	106006
CS Strategic Partners V Feeder S.C.A., SICAV-FIS	106028	Whitewood (Stage 4-5) UK S.à r.l.	106005
Dexia Participation Luxembourg	106002	Whitewood (Stage 6) UK S.à r.l.	106006
E-Clipse Promotions S.à r.l.	106029	Whitewood (Studio 1-3) UK S.à r.l.	106006
E-Clipse Promotions S.à r.l.	106026	Windfall Lux S.A. SICAV-SIF	106007
Equi Future Champions	106007	Windfall Lux S.A. SICAV-SIF	106007
GLL RANRW Holding Alpha	106016	Xella Topco S.à r.l.	106026
Kalisto Finance S.A.	106029	Yeoman Capital S.A.	106027
MJBS S.C.I.	106029	ZEN INVEST Spf S.A.	106027
Power Transmission Finance S.A.	105986	ZithaSenior S.A.	106027
Soprel Group Enterprises S.A.	106030	ZithaServices S.A.	106027
Trust Investment Partner	106000	ZithaServices S.A.	106015
Unifrax Luxembourg II S.à r.l.	106001		

Power Transmission Finance S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2165 Luxembourg, 26-28, Rives de Clausen.

R.C.S. Luxembourg B 56.517.

L'an deux mil douze, le dix-huit juillet.

Par-devant Nous Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société POWER TRANSMISSION FINANCE S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social au au 26-28, Rives de Clausen, L-2465 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 56.517 (ci-après définie la «Société» ou la «Société à scinder»),

constituée pour une durée illimitée suivant acte reçu par Maître Jacques DELVAUX, notaire alors de résidence à Esch-sur-Alzette, en date du 26 septembre 1996, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 650 du 14 décembre 1996, et ses statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem, en date du 16 novembre 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 35 du 7 janvier 2011,

au capital social de EUR 1.706.383 (un million sept cent six mille trois cent quatre-vingt-trois euros), représenté par 68.808 (soixante-huit mille huit cent huit) actions sans valeur nominale, toutes souscrites et intégralement libérées.

L'Assemblée est ouverte sous la présidence de Madame Valérie WESQUY, employée privée, avec adresse professionnelle au 19, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg,

qui désigne comme secrétaire Madame Corinne PETIT, employée privée, avec adresse professionnelle au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg.

L'Assemblée choisit comme scrutateur Madame Sylvie DUPONT, employée privée, avec même adresse professionnelle.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I. Que la présente Assemblée Générale Extraordinaire a pour

Ordre du jour:

1. Approbation de la scission conformément au projet de scission partielle du 31 mars 2012 publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 993 du 18 avril 2012, sous réserve des modifications et corrections suivantes:

- rectification du montant du capital social de la société à constituer suite à la réalisation de la scission, savoir la société «Sainte Augustine Asset Management S.A.», comme suit:

le capital social de la société bénéficiaire sera de EUR 1.169.877,22 (un million cent soixante-neuf mille huit cent soixante-dix-sept euros et vingt-deux cents) représenté par 47.174 (quarante-sept mille cent soixante-quatorze) actions sans désignation de valeur nominale, augmentées d'une prime d'émission totale de EUR 36.990.336,40 (trente-six millions neuf cent quatre-vingt-dix mille trois cent trente-six euros et quarante cents), de sorte que le capital social ainsi que la prime d'émission totaliseront ensemble la somme de EUR 38.160.213,62 (trente-huit millions cent soixante mille deux cent treize euros et soixante-deux cents),

alors que dans le susdit projet de scission partielle, il avait été erronément indiqué que le capital social de la susdite société «Sainte Augustine Asset Management S.A.» s'élèverait à EUR 38.160.214 (trente-huit millions cent soixante mille deux cent quatorze euros) représenté par 381.602 (trois cent quatre-vingt-un mille six cent deux) actions sans désignation de valeur nominale.

- Suppression pure et simple du tableau reprise au point 6.2. du projet de scission, de sorte que ce point 6.2 devra se lire comme suit:

« **6.2.** La scission de la Société s'opère conformément aux dispositions des articles 288 et 307 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales tels que modifiés (ci-après "la loi sur les sociétés").

Les comptes retenus pour déterminer les conditions de l'opération sont ceux arrêtés par le Conseil d'administration en date du 31/12/2011."

- Suppression pure et simple des statuts coordonnés de la société à scinder repris par erreur dans le susdit projet de scission du 31 mars 2012.

2. Renonciation au rapport du conseil d'administration sur le projet de scission partielle prévu par l'article 293 de la loi sur les sociétés commerciales.

3. Réduction du capital social à concurrence d'un montant de EUR 1.169.877,22 (un million cent soixante-neuf mille huit cent soixante-dix-sept euros et vingt-deux cents) afin de ramener le capital social de son montant actuel de EUR 1.706.383 (un million sept cent six mille trois cent quatre-vingt-trois euros) à EUR 536.505,78 (cinq cent trente-six mille cinq cent cinq euros et soixante-dix-huit cents), par annulation de 47.174 (quarante-sept mille cent soixante-quatorze) actions sans désignation de valeur nominale. Lesdites actions annulées seront ainsi échangées contre les actions nouvellement émises de la société bénéficiaire par annulation de 47.174 (quarante-sept mille cent soixante-quatorze) actions

dans le cadre du rapport d'échange et modification subséquente du premier alinéa de l'article 5 des statuts de la société à scinder.

4. Constatation de la réalisation de la scission à la date de l'assemblée, sans préjudice des dispositions de l'article 302 sur les effets de la scission à l'égard des tiers.

5. Approbation des statuts de la société résultant de la scission partielle tels que publiés au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 993 du 18 avril 2012, en tenant compte de la résolution à prendre par rapport au point 1 du présent ordre du jour.

6. Nomination des organes sociaux de la société résultant de la scission.

7. Fixation de l'adresse de la société résultant de la scission.

II. Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées ne varietur par les comparants.

III. Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Que tous les créanciers de la société, pour autant que de besoin, déclare avoir eu connaissance préalable du présent ordre du jour, et ont déclaré n'avoir aucune objection quelconque par rapport aux modifications et rectifications à apporter au projet de scission partiel.

IV. Que la présente Assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

Le Président expose ensuite que:

1. Le projet de scission établi par le Conseil d'Administration en date du 31 mars 2012 a été publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 993 du 18 avril 2012.

2. Les actions de la société bénéficiaire étant attribuées aux actionnaires de la société scindée proportionnellement aux droits dans le capital de la société scindée, les règles prévues à l'article 294 et à l'article 295 en ce qui concerne le rapport d'expert ne s'appliquent pas, conformément à l'article 307 (5) de la loi sur les sociétés commerciales.

3. Tous les documents dont référence à l'art. 294 de la loi sur les sociétés, ont été tenus à la disposition des actionnaires un mois avant l'assemblée. Il en est ainsi du projet de scission, des comptes annuels de la Société ainsi que du rapport de gestion des trois derniers exercices de la Société ainsi qu'un état comptable arrêté à la date du 31 décembre 2011, qui ont été déposés pendant le délai légal au siège social de la société à la disposition des actionnaires.

Ces faits reconnus exacts par l'Assemblée, celle-ci prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée approuve la scission conformément au projet de scission du 31 mars 2012 publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 993 du 18 avril 2012 en conformité avec l'article 290 de la loi concernant les sociétés commerciales,

sous réserve des modifications et corrections suivantes:

- rectification du montant du capital social de la société à constituer suite à la réalisation de la scission, savoir la société «Sainte Augustine Asset Management S.A.», comme suit:

le capital social de la société bénéficiaire sera de EUR 1.169.877,22 (un million cent soixante-neuf mille huit cent soixante-dix-sept euros et vingt-deux cents) représenté par 47.174 (quarante-sept mille cent soixante-quatorze) actions sans désignation de valeur nominale, augmentées d'une prime d'émission totale de EUR 36.990.336,40 (trente-six millions neuf cent quatre-vingt-dix mille trois cent trente-six euros et quarante cents), de sorte que le capital social ainsi que la prime d'émission totaliseront ensemble la somme de EUR 38.160.213,62 (trente-huit millions cent soixante mille deux cent treize euros et soixante-deux cents),

alors que dans le susdit projet de scission partielle, il avait été erronément indiqué que le capital social de la susdite société «Sainte Augustine Asset Management S.A.» s'élèverait à EUR 38.160.214 (trente-huit millions cent soixante mille deux cent quatorze euros) représenté par 381.602 (trois cent quatre-vingt-un mille six cent deux) actions sans désignation de valeur nominale.

- Suppression pure et simple du tableau reprise au point 6.2. du projet de scission, de sorte que ce point 6.2 devra se lire comme suit:

" **6.2.** La scission de la Société s'opère conformément aux dispositions des articles 288 et 307 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales tels que modifiés (ci-après "la loi sur les sociétés").

Les comptes retenus pour déterminer les conditions de l'opération sont ceux arrêtés par le Conseil d'administration en date du 31/12/2011."

- Suppression pure et simple des statuts coordonnés de la société à scinder repris par erreur dans le susdit projet de scission du 31 mars 2012.

Tous les créanciers de la société, pour autant que de besoin, ont déclaré avoir eu connaissance préalable du présent ordre du jour, et ont déclaré n'avoir aucune objection quelconque par rapport aux modifications et rectifications à apporter au projet de scission partiel, ainsi que cela ressort des attestations jointes en annexe.

Deuxième résolution

L'Assemblée prend acte que dans le cadre de l'opération de la présente scission partielle, tous les actionnaires ont renoncé aux documents visés par l'art. 293, l'art. 294 paragraphe (1) (2) (4) et l'art. 295 (1) c) d) et e), en vertu de l'article 296 (2) de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

L'Assemblée constate que le rapport d'échange a été établi sur base du bilan au 31 décembre 2011 de la société scindée et qu'il a été fixé à 1 (une) action nouvelle de la société bénéficiaire pour 1 (une) action de la société scindée.

Troisième résolution

Dans le cadre de ce rapport d'échange, l'Assemblée décide de réduire le capital de la société scindée à concurrence de EUR 1.169.877,22 (un million cent soixante-neuf mille huit cent soixante-dix-sept euros et vingt-deux cents),

afin de ramener le capital social de son montant actuel de EUR 1.706.383 (un million sept cent six mille trois cent quatre-vingt-trois euros) à EUR 536.505,78 (cinq cent trente-six mille cinq cent cinq euros et soixante-dix-huit cents), par annulation de 47.174 (quarante-sept mille cent soixante-quatorze) actions sans désignation de valeur nominale.

Lesdites actions annulées seront ainsi échangées contre les actions nouvellement émises de la société bénéficiaire.

Les actions nouvelles de la société bénéficiaire seront réparties entre les actionnaires de la société scindée proportionnellement à leurs droits dans le capital de cette dernière.

En conséquence de ce qui précède, l'Assemblée décide de modifier le premier alinéa de l'article 5 des statuts, lequel aura dorénavant la teneur suivante:

« **Art. 5. (alinéa 1^{er}).** Le capital souscrit est fixé à EUR 536.505,78 (cinq cent trente-six mille cinq cent cinq euros et soixante-dix-huit cents), représenté par 21.634 (vingt et un mille six cent trente-quatre) actions sans désignation de valeur nominale.»

Quatrième résolution

L'Assemblée constate que conformément aux articles 288 et 307 de la loi concernant les sociétés commerciales la scission telle que décrite dans le projet de scission est devenue définitive avec effet à ce jour. En conséquence, une partie des actifs et passifs de la société scindée est transférée sans dissolution de celle-ci à une nouvelle société, la société «Sainte Augustine Asset Management S.A.», avec effet à ce jour, sans préjudice des dispositions de l'article 302 sur les effets de la scission à l'égard des tiers.

D'un point de vue comptable, les opérations de la société scindée relatives aux actifs et passifs faisant l'objet de l'apport sont considérées comme accomplies pour le compte de la nouvelle société à compter du 1^{er} janvier 2012.

La nouvelle société ainsi constituée a la forme d'une société anonyme. Elle portera la dénomination sociale: «Sainte Augustine Asset Management S.A.»

L'Assemblée approuve l'apport d'une partie des actifs et passifs du patrimoine de la société scindée à la nouvelle société, telle qu'établi dans le projet de scission partielle.

Cinquième résolution

L'Assemblée approuve la création sous forme authentique d'une société anonyme et les statuts tels que proposés dans le projet de scission dûment publié, en tenant compte de la modification du 1^{er} alinéa de l'article 5 dont question ci-avant,

comme élément de la scission et requiert le notaire instrumentant de constater authentiquement sa constitution et ses statuts, comme suit:

Sainte Augustine Asset Management S.A.

société anonyme

Siège social: 26-28 Rives de Clausen

L-2165 Luxembourg

Dénomination - Siège - Durée - Objet

Art. 1^{er}. Il est formé une société anonyme sous la dénomination de «Sainte Augustine Asset Management S.A.».

Art. 2. Le siège de la société est établi à Luxembourg.

Il peut être créé par simple décision du conseil d'administration, des succursales ou bureaux tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Il pourra être transféré dans tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une décision de l'assemblée générale des actionnaires.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège ou la communication de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger, sans que toutefois cette mesure ne puisse avoir effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'un des organes exécutifs de la société avant qualité de l'engager pour les actes de gestion courante et journalière.

La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 3. La société a pour objet la participation, sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises luxembourgeoises et étrangères, l'acquisition de tous titres et droits, par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière et entre autres l'acquisition de brevets et licences, leur gestion et leur mise en valeur ainsi que toutes opérations se rattachant directement ou indirectement à son objet.

La société peut emprunter et accorder aux sociétés dans lesquelles elle participe ou auxquelles elle s'intéresse directement ou indirectement, tous concours, prêts, avances ou garanties.

En outre, la société peut effectuer toutes opérations commerciales, financières, mobilières et immobilières se rattachant directement ou indirectement à son objet ou susceptibles d'en faciliter la réalisation.

Capital - Actions

Art. 4. Le capital souscrit de la société est fixé à EUR 1.169.877,22 (un million cent soixante-neuf mille huit cent soixante-dix-sept euros et vingt-deux cents) représenté par 47.174 (quarante-sept mille cent soixante-quatorze) actions sans désignation de valeur nominale

Le capital autorisé est fixé à EUR 90.000.000 (quatre-vingt-dix millions d'euros).

Dès la constitution de la Société et jusqu'au 31 janvier 2017, le conseil d'administration est autorisé à augmenter le capital souscrit jusqu'au montant indiqué au paragraphe précédent, avec ou sans émission d'actions nouvelles et en une ou plusieurs fois.

Ces augmentations de capital peuvent être souscrites avec ou sans prime d'émission, libérées en espèces, en nature ou par compensation avec des créances certaines, liquides et immédiatement exigibles vis-à-vis de la Société, par incorporation de bénéfices reportés, de réserves disponibles ou de primes d'émission, ou par conversion d'obligations.

Le conseil d'administration est spécialement autorisé à procéder à de telles émissions sans réserver aux actionnaires antérieurs un droit préférentiel de souscription des actions à émettre.

Le conseil d'administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir ou toute autre personne dûment autorisée, pour recueillir les souscriptions et recevoir paiement du prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital

Chaque fois que le conseil d'administration a fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, il fait adapter le présent article.

Le conseil d'administration est encore autorisé à émettre des emprunts obligataires ordinaires, avec bons de souscription ou convertibles, sous forme d'obligations au porteur ou autre, sous quelque dénomination que ce soit et payables en quelque monnaie que ce soit, étant entendu que toute émission d'obligations avec bons de souscription ou convertibles doit respecter les dispositions de la Loi et les limites du capital autorisé ci-dessus spécifiées.

Le conseil d'administration détermine la nature, le prix, le taux d'intérêt, les conditions d'émission et de remboursement et toutes autres conditions y ayant trait.

Un registre des obligations nominatives est tenu au siège social de la Société.

Le capital souscrit et le capital autorisé de la Société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

Art. 5. Les actions de la société sont nominatives ou au porteur, ou en partie dans l'une ou l'autre forme, aux choix des actionnaires, sauf dispositions de la loi.

Il est tenu au siège social un registre des actions nominatives, dont tout actionnaire pourra prendre connaissance, et qui contiendra les indications prévues à l'article trente-neuf de la loi concernant les sociétés commerciales.

La propriété des actions nominatives s'établit par une inscription sur ledit registre.

Des certificats constatant ces inscriptions seront délivrés d'un registre à souches et signés par deux administrateurs respectivement par l'administrateur unique.

Art. 6. La société ne reconnaît qu'un propriétaire par action.

S'il y a plusieurs propriétaires par action, la société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire. Il en sera de même dans le cas d'un conflit opposant l'usufruitier et le nu-propriétaire ou un débiteur et un créancier gagiste.

Art. 7. Le conseil d'administration respectivement l'administrateur-unique peut, sur décision de l'assemblée générale des actionnaires, autoriser l'émission d'emprunts obligataires convertibles sous forme d'obligations au porteur ou autre, sous quelque dénomination que ce soit et payable en quelque monnaie que ce soit.

Le conseil d'administration respectivement l'administrateur-unique déterminera la nature, le prix, le taux d'intérêts, les conditions d'émission et de remboursement et toutes autres conditions y ayant trait. Un registre des obligations nominatives sera tenu au siège social de la société.

Les obligations doivent être signées par deux administrateurs respectivement l'administrateur Unique; ces deux signatures peuvent être soit manuscrites, soit imprimées, soit apposées au moyen d'une griffe.

Administration - Surveillance

Art. 8. En cas de pluralité d'actionnaires, la société doit être administrée de 3 membres au moins, actionnaires ou non.

Si la société est établie par un actionnaire unique ou si à l'occasion d'une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que la société a seulement un actionnaire restant, la composition du conseil d'administrateur pour être limitée à un (1) membre, jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de plus d'un actionnaire.

Les administrateurs ou l'administrateur unique seront élus par l'assemblée des actionnaires pour un terme qui ne peut excéder six ans et toujours révocables par elle.

Les administrateurs sortants peuvent être réélus.

Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président et s'il en décide ainsi, un ou plusieurs vice-présidents du conseil d'administration. Le premier président sera désigné par l'assemblée générale. En cas d'absence du président, les réunions du conseil d'administration sont présidées par un administrateur présent désigné à cet effet.

Art. 9. Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président du conseil ou de deux de ses membres.

Les administrateurs seront convoqués séparément à chaque réunion du conseil d'administration. Sauf le cas d'urgence qui doit être spécifié dans la convocation, celle-ci sera notifiée au moins quinze jours avant la date fixée pour la réunion.

Le conseil se réunit valablement sans convocation préalable au cas où tous les administrateurs sont présents ou valablement représentés.

Les réunions du conseil d'administration se tiennent au lieu et à la date indiquée dans la convocation.

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou valablement représentée. La présence peut également être assurée par téléphone ou vidéo conférence.

Tout administrateur empêché peut donner par écrit délégation à un autre membre du conseil pour le représenter et pour voter en son lieu et place.

Les résolutions du conseil seront prises à la majorité absolue des votants. En cas de partage, la voie de celui qui préside la réunion sera prépondérante.

Les résolutions signées par tous les administrateurs seront aussi valables et efficaces que si elles avaient été prises lors d'un conseil dûment convoqué et tenu. De telles signatures peuvent apparaître sur un document unique ou sur des copies multiples d'une résolution identique et peuvent être révélées par lettres, télégrammes, télex ou fax.

Un administrateur, ayant des intérêts personnels opposés à ceux de la société dans une affaire soumise à l'approbation du conseil, sera obligé d'en informer le conseil et de se faire donner acte de cette déclaration dans le procès-verbal de la réunion. Il ne peut prendre part aux délibérations afférentes du conseil.

Lors de la prochaine assemblée générale des actionnaires, avant de procéder au vote de toute autre question, les actionnaires seront informés des matières où un administrateur a un intérêt personnel opposé à celui de la société.

Au cas où un membre du conseil d'administration a dû s'abstenir pour intérêt opposé, les résolutions prises à la majorité des membres du conseil présents ou représentés à la réunion et qui votent, seront tenues pour valables.

Lorsque la société comprend un associé unique, il est seulement fait mention dans un procès-verbal des opérations intervenues entre la société et son administrateur ayant eu un intérêt opposé à celui de la société.

Art. 10. Les décisions du conseil d'administration seront constatées par des procès-verbaux, qui seront insérés dans un registre spécial et signé par au moins un administrateur.

Les copies ou extraits de ces minutes doivent être signées par le président du conseil d'administration ou par deux administrateurs ou l'administrateur unique.

Art. 11. Le conseil d'administration ou l'administrateur unique sont investis des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous actes de disposition et d'administration dans l'intérêt de la société.

Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la loi du 10 août 1915, telle que modifiée ou par les statuts de la société à l'assemblée générale, seront de la compétence du conseil d'administration ou de l'administrateur unique.

Art. 12. Le conseil d'administration peut déléguer des pouvoirs à un ou plusieurs de ses membres.

Le conseil d'administration ou l'administrateur unique peut désigner des mandataires ayant des pouvoirs définis et les révoquer en tout temps.

Le conseil d'administration peut également déléguer la gestion journalière de la société à un de ses membres, qui portera le titre d'administrateur-délégué.

Art. 13. Le conseil d'administration pourra instituer un comité exécutif, composé de membres du conseil d'administration et fixer le nombre de ses membres. Le comité exécutif pourra avoir tels pouvoirs et autorité d'agir au nom du conseil d'administration que ce dernier aura déterminé par résolution préalable. A moins que le conseil d'administration n'en dispose autrement, le comité exécutif établira sa propre procédure pour la convocation et la tenue de ses réunions.

Le conseil d'administration fixera, s'il y a lieu, la rémunération des membres du comité exécutif.

Art. 14. Le conseil d'administration ou l'administrateur unique représente la société en justice, soit en demandant soit en défendant.

Les exploits pour ou contre la société sont valablement faits au nom de la société seule.

Art. 15. Vis-à-vis des tiers la société est engagée en toutes circonstances, en cas d'administrateur unique, par la signature individuelle de cet administrateur,

et en cas de pluralité d'administrateurs, par la signature conjointe de 2 administrateurs,

ou encore par la signature individuelle du préposé à la gestion journalière, dans les limites de ses pouvoirs, ou par la signature individuelle ou conjointe d'un ou de plusieurs mandataires dûment autorisés par le conseil d'administration.

Art. 16. La surveillance des opérations de la société sera confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale ou l'actionnaire unique, qui fixe le nombre, leurs émoluments et la durée de leurs mandats, laquelle ne pas dépasser six ans.

Tout commissaire sortant est rééligible.

Assemblées

Art. 17. S'il y a seulement un actionnaire, l'actionnaire unique assure tous les pouvoirs conférés par l'assemblée des actionnaires et prend les décisions par écrit.

En cas de pluralité d'actionnaires, l'assemblée générale des actionnaires représente tous les actionnaires de la société.

Elle a les pouvoirs les plus étendus pour décider des affaires sociales.

Les convocations se font dans les formes et délais prévus par la loi.

Art. 18. L'assemblée générale annuelle se réunit dans la commune du siège social, à l'endroit indiqué dans la convocation, le dernier jeudi du mois de mai de chaque année à 13.00 heures.

Si la date de l'assemblée tombe sur un jour férié, elle se réunit le premier jour ouvrable qui suit.

Art. 19. Une assemblée générale extraordinaire peut être convoquée par le conseil d'administration respectivement par l'administrateur unique ou le commissaire aux comptes. Elle doit être convoquée sur la demande écrite d'actionnaires représentant 10% du capital social.

Art. 20. Chaque action donne droit à une voix.

La société ne reconnaît qu'un propriétaire par action. Si une action de la société est détenue par plusieurs propriétaires en propriété indivise, la société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

Année sociale - Répartition des bénéfices

Art. 21. L'année sociale commence le premier janvier de chaque année et finit le trente et un décembre de chaque année.

Le conseil d'administration ou l'administrateur unique établit les comptes annuels tels que prévus par la loi.

Il remet ces pièces avec un rapport sur les opérations de la société un mois au moins avant l'assemblée générale ordinaire au(x) commissaire(s).

Art. 22. Sur le bénéfice net de l'exercice, il est prélevé 5% au moins pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint 10% du capital social.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Le conseil d'administration ou l'administrateur unique pourra verser des acomptes sur dividendes sous l'observation des règles y relatives.

L'assemblée générale peut décider que les bénéfices et réserves distribuables seront affectés à l'amortissement du capital sans que le capital exprimé soit réduit.

Dissolution - Liquidation

Art. 23. La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale, statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des statuts.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leur rémunération.

Disposition générale

Art. 24. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

- 1) Le premier exercice social se termine le 31 décembre 2012.
- 2) La première assemblée générale annuelle se tiendra le dernier jeudi du mois de mai 2013 à 13.00 heures.
- 3) Les premiers administrateurs et le(s) premier(s) commissaire(s) sont élus par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires suivant immédiatement la constitution de la société.
- 4) Par dérogation à l'article 8 des statuts, le premier président du conseil d'administration est désigné par l'assemblée générale extraordinaire désignant le premier conseil d'administration de la société.

Souscription et Libération du capital social

Le capital social de «Sainte Augustine Asset Management S.A.» est de EUR 1.169.877,22 (un million cent soixante-neuf mille huit cent soixante-dix-sept euros et vingt-deux cents) tel que figurant à l'article 4 des susdits statuts, est libéré par le transfert à la société d'une partie des actifs et des passifs de la Société scindée, suivant la répartition proposée dans le projet de scission, savoir:

- PTF ACQUISITION FINANCE S.à r.l. 43.046 actions
- CREDIT AGRICOLE LUXEMBOURG CONSEIL 4.128 actions

Lequel apport autre qu'en numéraire a fait l'objet d'un rapport daté du 12 juillet 2012 du réviseur d'entreprises, savoir la société anonyme A3T S.A., avec siège social au 44, bvd G.D. Charlotte, L-1330 Luxembourg conformément aux dispositions de l'article 26-1 de la loi sur les sociétés, lequel rapport conclut comme suit:

«Sur base de nos diligences, aucun fait n'a été porté à notre attention qui nous laisse à penser que la valeur globale des apports de EUR 38.160.213,62 ne correspond pas au moins au capital social de EUR 1.169.877,22, représenté par 47.174 actions au pair comptable de EUR 24,80 chacune de SAINTE AUGUSTINE ASSET MANAGEMENT S.A. à émettre en contrepartie, augmenté de la prime d'émission de EUR 36.990.336,40.»

Une copie dudit rapport demeurera annexée au présent acte avec lequel il sera soumis à la formalité du timbre et de l'enregistrement.

Sixième résolution

L'Assemblée constate que d'un point de vue comptable, les opérations de la société scindée relatives aux actifs et passifs faisant l'objet de l'apport seront considérées comme accomplies pour le compte de la nouvelle société (société bénéficiaire) à compter du 1^{er} janvier 2012. Toutes les opérations relatives aux actifs et passifs faisant l'objet de l'apport intervenu entre la date du 1^{er} janvier 2012 et la date de l'assemblée générale statuant sur l'approbation de la scission seront censées avoir été effectuées pour le compte de la nouvelle société «Sainte Augustine Asset Management S.A.».

Constatation

L'Assemblée constate que la scission est réalisée par les présentes conformément à l'article 301 de la loi concernant les sociétés commerciales, sans préjudice des dispositions de l'article 302 de ladite loi sur l'effet de la scission vis-à-vis des tiers.

Déclaration du notaire

Le notaire soussigné déclare conformément aux dispositions de l'article 300(2) de la loi concernant les sociétés commerciales avoir vérifié et atteste l'existence et la légalité des actes et formalités incombant à la société scindée ainsi que du projet de scission.

Ensuite les actionnaires de la société nouvelle, tous ici dûment représentés, ont déclaré prendre en assemblée générale pour compte de la nouvelle société les résolutions suivantes:

- 1) Le nombre des administrateurs est fixé à trois (3).
- 2) Sont nommés aux fonctions d'administrateurs:
 - Monsieur Riccardo MORALDI, né le 13 mai 1966 à Milan (Italie), avec adresse professionnelle au 26-28, rives de Clausen, L-2165 Luxembourg;
 - Monsieur Vincent WILLEMS, né le 30 septembre 1975 à Liège (Belgique), avec adresse professionnelle au 26-28, rives de Clausen, L-2165 Luxembourg; et
 - Monsieur Vincent CORMEAU, né le 29 août 1960 à Vervier (Belgique) avec adresse professionnelle au 3, rue Belle Vue, L-1227 Luxembourg.

Le mandat des administrateurs viendra à échéance lors de l'assemblée générale annuelle à tenir en 2018.

3) Est nommé commissaire aux comptes:

SER.COM Sàrl, une société à responsabilité limitée, avec siège social au 19, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 117.942.

Son mandat viendra à échéance lors de l'assemblée générale annuelle à tenir en 2018.

4) L'adresse de la nouvelle société est fixée au 26-28, Rives de Clausen, L-2165 Luxembourg.

Evaluation des frais

Les dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la société nouvellement constituée sont estimés à EUR 8.000 (huit mille euros).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, les membres du bureau ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: V. Wesquy, C. Petit, S. Dupont et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 25 juillet 2012. LAC/2012/35308. Reçu soixante-quinze euros EUR 75,-

Le Receveur ff. (signée): Carole FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 juillet 2012.

Martine SCHAEFFER.

Référence de publication: 2012099858/400.

(120136927) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2012.

Bregal Partners Investments (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1255 Luxembourg, 48, rue de Bragance.

R.C.S. Luxembourg B 170.585.

— STATUTES

In the year two thousand and twelve, on the twenty-sixth day of July,

before Maître Marc Loesch, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

there appeared:

Bregal Partners L.P., a limited partnership registered and existing under the laws of Jersey and having its registered office at 2nd Floor, Windward House, La Route de la Liberation, St Helier, Jersey JE2 3BQ, registered with the Jersey Companies Registry under number 1420, represented by its General Partner, Bregal North America General Partner Jersey Limited, a private limited company incorporated and existing under the laws of Jersey, with registered office at, 2nd Floor, Windward House, La Route de la Liberation, St Helier, Jersey JE2 3 BQ, registered with the Jersey Companies Registry under number 89102,

here represented by Mr Raf Bogaerts, companies' director, residing professionally in L-1255 Luxembourg, 48, rue de Bragance,

by virtue of a proxy under private seal given in Jersey, on 23 July 2012.

Said proxy, initialed ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party has required the undersigned notary to record the deed of incorporation of a société à responsabilité limitée which it deems to incorporate and the articles of incorporation which shall be as follows:

Art. 1. Form and Name. There exists a société à responsabilité limitée under the name of "Bregal Partners Investments (Luxembourg) S.à r.l." (hereinafter the "Company").

Art. 2. Purpose. The purpose of the Company is the taking of participating interests, in whatsoever form in other, either Luxembourg or foreign companies, and the management, control and development of such participating interests.

The Company may in particular acquire all types of transferable securities, either by way of contribution, subscription, option, purchase or otherwise, as well as realize them by sale, transfer, exchange or otherwise.

The Company may also acquire and manage all patents and trademarks and connected licences and other rights deriving from these patents or complementary thereto.

The Company may borrow, except by way of public offer and grant any assistance, loan, advance or guarantee to companies in which it has a participation or in which it has a direct or indirect interest.

The Company may, for its own account as well as for the account of third parties, carry out any commercial, industrial or financial activities which may be useful or necessary to the accomplishment of its purposes or which are related directly or indirectly to its purpose.

Art. 3. Duration. The Company is incorporated for an unlimited period.

The Company may be dissolved at any time by decision of the sole shareholder or pursuant to a resolution of the general meeting of shareholders, as the case may be.

Art. 4. Registered Office. The registered office of the Company is established in Luxembourg.

Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad.

The registered office may be transferred in the city of Luxembourg by decision of the manager or board of managers. If the manager or board of managers determines that extraordinary political, economic, social or military events have occurred or are imminent which would render impossible the normal activities of the Company at its registered office or the communication between such registered office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such provisional measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding such temporary transfer, shall remain a Luxembourg company.

Art. 5. Capital. The share capital of the Company is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) represented by five hundred (500) corporate units with a nominal value of twenty-five euro (EUR 25) each.

Art. 6. Amendment of the capital. The share capital may be amended at any time by decision of the sole shareholder or pursuant to a resolution of the general meeting of shareholders, as the case may be, with approval of a majority of shareholders representing three quarters of the share capital at least. The existing shareholder(s) shall have a preferential subscription right in proportion to the number of shares held by him (them).

Art. 7. Corporate units. Each corporate unit is entitled to equal rights in the profits and assets of the Company and to one vote at ordinary and extraordinary general meetings of shareholders.

The Company recognizes only one holder per corporate unit. The joint co-owners shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company.

The issued corporate units shall be entered in the register of shareholders, which shall be kept by the Company or by one or more persons designated therefore by the Company, and such register shall contain the name of each shareholder, his address or registered office.

Any transfer of corporate units in accordance with article 8 hereafter, shall be recorded in the register of shareholders.

Art. 8. Transfer of corporate units. If the Company is composed of a sole shareholder, the latter may freely transfer its corporate units.

The Company's corporate units are freely transferable among shareholders. They may only be transferred to non-shareholders subject to the approval of such transfer given by the other shareholders in general meeting, at a majority of three quarters of the share capital.

The transfer of corporate units must be evidenced by a notarial deed or by a deed under private seal.

Any such transfer is not binding upon the Company and upon third parties unless duly notified to the Company or accepted by the Company, in accordance with article 1690 of the Civil Code.

Neither creditors, nor assigns may for any reason affix seals on assets or documents of the Company.

Art. 9. Bankruptcy or insolvency of a shareholder. The bankruptcy, insolvency or any similar event affecting the sole shareholder or any of the shareholders will not cause the dissolution of the Company.

Art. 10. Management. The Company is managed by one or several managers, who do not need to be shareholders.

The managers are appointed by the sole shareholder or by the general meeting of shareholders, as the case may be, which will determine their number and their term, and they will hold office until their successors are appointed. They are re-eligible, but they may be dismissed freely at any time and without specific cause by a resolution of the sole shareholder or by the general meeting of shareholders, as the case may be.

The death or resignation of a manager, for any reason whatsoever, shall not cause the dissolution of the Company.

Art. 11. Meetings of the board of managers. In case of several managers, they will form a board of managers. The board of managers shall choose from among its members a chairman, and may choose from among its members a vice-chairman. It may also choose a secretary, who needs not to be a manager, and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers and of the shareholders.

The board of managers shall meet upon call by the chairman, or two managers, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at all meetings of the board of managers and at general meetings of shareholders, but in his absence, the shareholders or the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of the majority present or represented at any such meeting.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to managers twenty-four hours at least in advance of the date scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by facsimile, e-mail, or any other similar means of communication. Any such notice shall specify the time and place of the meeting as well as the agenda. A special convening notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers, or if all the managers are present or represented and declare having due knowledge of the agenda of the meeting.

Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing or by facsimile, e-mail or any other similar means of communication another manager as his proxy. A manager may represent more than one of his colleagues.

Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference call, videoconference, or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

The board of managers can deliberate or act validly only if the majority but at least two of the managers are present or represented at a meeting of the board of managers.

Decisions shall be taken by a majority of votes of the managers present or represented at such meeting.

The board of managers may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval by facsimile, e-mail or any other similar means of communication, to be confirmed in writing. The entirety will form the minutes giving evidence of the passing of the resolution.

Art. 12. Minutes of meetings of the board of managers. The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman or, in his absence, by the vice-chairman, or by two managers. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman of the board of managers, or by any two managers or by any other person duly appointed to that effect by the board of managers.

Art. 13. Powers of the board of managers. The board of managers is vested with the broadest powers (except for those powers which are expressly reserved by law to the sole shareholder or the general meeting of shareholders, as the case may be) to perform all acts necessary or useful for accomplishing the purpose of the Company. All powers not expressly reserved by law to the sole shareholder or the general meeting of shareholders, as the case may be, are in the competence of the board of managers.

Art. 14. Delegation of powers. The board of managers may delegate special powers or proxies, or entrust determined permanent or temporary functions, including the daily management of the Company to persons or agents chosen by it.

Art. 15. Representation of the Company. The Company will be bound towards third parties by the joint signature of any two managers or by the joint signature or single signature of any persons to whom such signatory power has been delegated by the board of managers, but only within the limits of such power.

Towards administrative authorities, the Company will be validly bound by the sole signature of any one manager.

Art. 16. General meeting of shareholders or resolutions of the sole shareholder. Each shareholder may participate in the collective decisions, irrespective of the number of corporate units which he owns. Each shareholder is entitled to as many votes as he holds or represents corporate units.

Collective decisions are only validly taken in so far they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

If the Company is composed of one sole shareholder, the latter exercises the powers granted by law to the general meeting of shareholders.

If the Company is composed of several shareholders, the decisions of the shareholders are taken in a general meeting of shareholders or, in case there are less than twenty-five shareholders, by a vote in writing on the text of the resolutions to be adopted which will be sent by the board of managers to the shareholders by registered mail. In this latter case, the shareholders are under the obligation to, within a delay of fifteen days as from the receipt of the text of the proposed resolution, cast their written vote and mail it to the Company.

Art. 17. Decisions. The decisions of the sole shareholder or of the general meeting of shareholders are documented in writing and recorded in a register. The votes of the shareholders and the power-of-attorneys are attached to the minutes.

Art. 18. Financial year. The Company's financial year begins on the 1st January of each year and shall terminate on the 31st December of the same year.

Art. 19. Balance sheet. Each year on the last day of December, the accounts are closed and the board of managers prepares an inventory including an indication of the value of the assets and liabilities of the Company. Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

The balance sheet and the profit and loss account are submitted to the sole shareholder or, as the case may be, to the general meeting of shareholders for approval.

The books and accounts of the Company may be audited by an audit firm appointed by the sole shareholder or by a general meeting of shareholders, as the case may be.

Art. 20. Allocation of profits. Five per cent (5 %) of the net profit are set aside for the establishment of the legal reserve, until such reserve amounts to ten per cent (10 %) of the share capital.

The remaining profit is allocated by decision of the sole shareholder or pursuant to a resolution of the general meeting of shareholders, as the case may be, notwithstanding the power of the board of managers to distribute interim dividends within the limits permissible under law.

Art. 21. Dissolution, Liquidation. In the event of a dissolution of the Company, the Company shall be liquidated by one or more liquidators, which do not need to be shareholders, and which are appointed by the sole shareholder or by the general meeting of shareholders, as the case may be, who will determine their powers and fees. The liquidator(s) shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company.

The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed among the shareholders proportionally to the shares of the Company held by them.

Art. 22. Amendments to the Articles of Incorporation. The present articles of incorporation may be amended from time to time by a general meeting of shareholders under the quorum and majority requirements provided for by the law of 10 August 1915 regarding commercial companies, as amended.

Art. 23. General provisions. All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 regarding commercial companies, as amended.

Art. 24. Language. The present articles of incorporation are worded in English followed by a French version. In case of divergence between the English and the French text, the French version shall prevail.

Subscription and payment

All of the five hundred (500) corporate units are subscribed by Bregal Partners L.P., prenamed.

The corporate units so subscribed are fully paid up in cash so that the amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary by a bank certificate.

Transitional disposition

The first financial year shall begin on the date of the incorporation of the Company and shall end on the last day of December 2013.

Expenses

The expenses, costs, fees or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately one thousand three hundred euro (EUR 1,300).

Resolutions

Immediately after the incorporation of the Company, the sole shareholder, representing the entirety of the subscribed share capital, passed the following resolutions:

1. The registered office of the Company is fixed at L-1255 Luxembourg, 48, rue de Bragance.

2. The sole shareholder resolves to set the number of managers at five (5) and to appoint:

- Mr Raf Bogaerts, companies' director, born on 31st of October 1970 in Lier (Belgium), with professional address in L-1255 Luxembourg, 48, rue de Bragance;

- Mr Fabrice Huberty, companies' director, born on 21st of July 1970 in Bastogne (Belgium), with professional address in L-1255 Luxembourg, 48, rue de Bragance;

- Mr Robert Smeele, companies' director, born on 9th of January 1960 in Gravenhage (The Netherlands), with professional address at CH-6300 Zug, Grafenauweg 10;

- Mr John Drury, companies' director, born on 25th of May 1955 in Croydon (United Kingdom), with professional address at Standbrook House, 1st Floor, 2-5 Old Bond Street, W1S 4PD, London, United Kingdom;

- Mr Johny Seré, companies' director, born on 5th of November 1954 in Hasselt (Belgium), with professional address at B-1804 Vilvoorde, Jean Monnetlaan,
as managers of the Company.

The mandate of the managers will expire after the general meeting of the shareholders to be held on the last business day of the month of June 2014.

3. The company ERNST & YOUNG, with registered office in L-5365

Munsbach, 7, rue Gabriel Lippmann, registered in the Luxembourg Trade and Companies' Register of under the number B 47.771 is elected as approved auditor (réviseur d'entreprise agréé). The mandate of the approved auditor (réviseur

d'entreprise agréé) will expire after the general meeting of shareholders to be held on the last business day of the month of June 2014.

Whereof the present notarial deed is drawn up in Mondorf-les-Bains, in the office of the undersigned notary, on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that upon request of the proxyholder of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French translation and in case of divergences between the English and the French texts, the French version will prevail.

The document having been read to the proxyholder of the above appearing party, said proxyholder signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille douze, le vingt-sixième jour de juillet,

par-devant Maître Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, Grand-Duché de Luxembourg,

a comparu:

Bregal Partners L.P., une limited partnership enregistrée et existant sous les lois de Jersey, ayant son siège social au 2^e étage, Windward House, La Route de la Liberation, St Helier, Jersey JE2 3BQ, enregistrée au registre des sociétés de Jersey sous le numéro 1420, représentée par son associé commanditée, Bregal North America General Partner Jersey Limited, une société constituée et existant sous les lois de Jersey, ayant son siège social au 2^e étage, Windward House, La Route de la Liberation, St Helier, Jersey JE2 3BQ, enregistrée au registre des sociétés de Jersey sous le numéro 89102, ici représentée par Monsieur Raf Bogaerts, administrateurs de sociétés, avec adresse professionnelle à L-1255 Luxembourg, 48, rue de Bragance,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Jersey, le 23 juillet 2012.

La procuration paraphée ne varietur par le mandataire de la comparante et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle comparante, représentée comme indiqué ci-avant, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée qu'elle déclare constituer et dont elle a arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er} . Forme et dénomination. Il existe une société à responsabilité limitée sous la dénomination de "Bregal Partners Investments (Luxembourg) S.à r.l." (la "Société").

Art. 2. Objet. La Société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

Elle peut notamment acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option, d'achat et de toute autre manière des valeurs mobilières de toutes espèces et les réaliser par voie de vente, cession, échange ou autrement.

La Société peut également acquérir et mettre en valeur tous brevets et autres droits se rattachant à ces brevets ou pouvant les compléter.

La Société peut emprunter sauf par voie d'offre publique et accorder aux sociétés dans lesquelles elle possède un intérêt direct ou indirect tous concours, prêts, avances ou garanties.

La Société peut réaliser, tant pour son compte personnel que pour le compte de tiers, toutes opérations commerciales, industrielles ou financières qui seraient utiles ou nécessaires à la réalisation de son objet social ou qui se rapporteraient directement ou indirectement à cet objet.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée. La Société peut être dissoute à tout moment par décision de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés, selon le cas.

Art. 4. Siège social. Le siège social est établi à Luxembourg.

La Société peut ouvrir des agences ou succursales soit au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger.

Le siège social peut être transféré dans la commune de Luxembourg en vertu d'une décision du gérant ou du conseil de gérance. Au cas où le conseil de gérance ou le gérant estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique, social ou militaire, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger, se présentent ou paraissent imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire, restera luxembourgeoise.

Art. 5. Capital Social. Le capital social de la Société est fixé à la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500) représenté par cinq cents (500) parts sociales, d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25) chacune.

Art. 6. Modification du capital social. Le capital social pourra, à tout moment, être modifié par une décision de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés, selon le cas, avec l'accord de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social au moins. L' (les) associé(s) existant(s) a (ont) un droit de souscription préférentiel, proportionnellement à la partie du capital qui représente ses (leurs) parts sociales.

Art. 7. Parts sociales. Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices et dans tout l'actif social de la Société et a une voix dans les délibérations des assemblées générales ordinaires et extraordinaires des associés.

La Société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par action. Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne.

Toutes les parts émises seront inscrites au registre des associés qui sera tenu par la Société ou par une ou plusieurs personnes désignées à cet effet par la Société; ce registre contiendra le nom de chaque associé, son adresse ou siège social.

Tout transfert de parts conformément à l'article 8 ci-après, sera inscrit au registre des associés.

Art. 8. Transfert de parts. Lorsque la Société est composée d'un seul associé, celui-ci peut librement céder ses parts.

Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Les parts sociales ne peuvent être cédées à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

La cession de parts sociales doit être formalisée par acte notarié ou par acte sous seing privé.

De telles cessions ne sont opposables à la Société et aux tiers qu'après qu'elles ont été signifiées à la Société ou acceptées par elle conformément à l'article 1690 du Code Civil.

Les créanciers ou ayants-droit ne pourront, pour quelque motif que ce soit, apposer des scellés sur les biens et documents de la Société.

Art. 9. Faillite ou déconfiture d'un associé. La faillite ou déconfiture ou tout autre événement similaire affectant l'associé unique ou l'un quelconque des associés n'entraîne pas la dissolution de la Société.

Art. 10. Gérance. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants, qui n'ont pas besoin d'être associés.

Les gérants sont nommés par l'associé unique ou l'assemblée générale des associés, selon le cas, lesquels fixeront leur nombre et la durée de leur mandat, et ils resteront en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus. Ils sont rééligibles et ils peuvent être révoqués librement à tout moment et sans motif par l'associé unique ou l'assemblée générale des associés, selon le cas.

Le décès d'un gérant ou sa démission, pour quelque motif que ce soit, n'entraîne pas la dissolution de la Société.

Art. 11. Réunions du conseil de gérance. En cas de pluralité de gérants, ceux-ci formeront un conseil de gérance. Le conseil de gérance choisira en son sein un président et pourra également choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être gérant et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil de gérance et des associés.

Le conseil de gérance se réunira sur convocation du président ou de deux gérants, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Le président présidera toutes les réunions du conseil de gérance et les assemblées générales des associés; en son absence les associés ou le conseil de gérance pourra désigner à la majorité des personnes présentes ou représentées un autre gérant pour assumer la présidence pro tempore de ces réunions.

Un avis écrit de toute réunion du conseil de gérance sera donné à tous les gérants au moins vingt-quatre heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque gérant par écrit, télécopie, e-mail ou tout autre moyen de communication similaire. La convocation indiquera l'heure et le lieu de la réunion et contiendra l'ordre du jour. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil de gérance se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance, ni si tous les gérants sont présents ou représentés à une réunion et qu'ils déclarent avoir eu connaissance préalable de l'ordre du jour.

Tout gérant pourra se faire représenter à toute réunion du conseil de gérance en désignant par écrit, télécopie ou e-mail ou tout autre moyen de communication similaire un autre gérant comme son mandataire. Un gérant peut représenter plus d'un de ses collègues.

Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique, vidéoconférence ou autres moyens de communication similaires où toutes les personnes prenant part à cette réunion peuvent s'entendre les unes les autres. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion.

Le conseil de gérance ne pourra délibérer ou agir valablement que si la majorité mais au moins deux des gérants sont présents ou représentés à la réunion du conseil de gérance.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés à cette réunion.

Le conseil de gérance pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation par télécopie, e-mail ou tout autre moyen de communication similaire, à confirmer par écrit. Le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Art. 12. Procès-verbaux des réunions du conseil de gérance. Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil de gérance seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou par deux gérants. Les copies ou

extraits de ces procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président du conseil de gérance ou par deux gérants ou par toute autre personne dûment nommée à cet effet par le conseil de gérance.

Art. 13. Pouvoirs du conseil de gérance. Le conseil de gérance a les pouvoirs les plus larges (à l'exception des pouvoirs qui sont expressément réservés par la loi à l'associé unique ou à l'assemblée générale des associés, selon le cas) pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social. Tous les pouvoirs qui ne sont pas réservés par la loi expressément à l'associé unique ou à l'assemblée générale des associés, selon le cas, sont de la compétence du conseil de gérance.

Art. 14. Délégation de pouvoirs. Le conseil de gérance peut conférer des pouvoirs ou mandats spéciaux ou des fonctions déterminées de façon permanente ou temporaire, y compris la gestion journalière de la Société, à des personnes ou agents de son choix.

Art. 15. Représentation de la Société. Vis-à-vis des tiers, la Société sera engagée par la signature conjointe de deux quelconques gérants ou par la signature conjointe ou individuelle de toutes personnes à qui un tel pouvoir de signature aura été délégué par le conseil de gérance, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Vis-à-vis des autorités administratives, la Société sera valablement engagée par la seule signature d'un des gérants.

Art. 16. Décisions de l'associé unique ou des associés. Chaque associé peut participer aux décisions collectives, quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente.

Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles aient été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Lorsque la Société ne comporte qu'un associé unique, celui-ci exerce les pouvoirs dévolus par la loi à l'assemblée générale des associés.

En cas de pluralité d'associés, les décisions des associés sont prises lors d'une assemblée générale des associés ou, dans le cas où la Société comporte moins de vingt-cinq associés, par vote écrit sur le texte des résolutions à adopter, lequel sera envoyé par le conseil de gérance aux associés par lettre recommandée. Dans ce dernier cas, les associés ont l'obligation d'émettre leur vote écrit et de l'envoyer à la Société, dans un délai de quinze jours suivant la réception du texte de la résolution proposée.

Art. 17. Décisions. Les décisions de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés seront établies par écrit et consignées dans un registre. Les votes des associés ainsi que les procurations seront annexés aux procès-verbaux.

Art. 18. Année sociale. L'année sociale de la Société commence le 1^{er} janvier de chaque année et finit le 31 décembre de la même année.

Art. 19. Bilan. Chaque année, au dernier jour du mois de décembre, les comptes sont arrêtés et le conseil de gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société. Tout associé peut prendre communication au siège social de l'inventaire et du bilan.

Les comptes annuels et le compte de profit et perte sont soumis à l'agrément de l'associé unique ou, selon le cas, de l'assemblée générale des associés.

Les livres et les comptes de la Société peuvent être audités par une société d'audit, nommée par l'associé unique ou l'assemblée générale des associés selon le cas.

Art. 20. Répartition des bénéfices. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution de la réserve légale jusqu'à ce que celle-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social.

Le surplus recevra l'affectation que lui donnera l'associé unique ou, selon le cas, l'assemblée générale des associés, sans préjudice du pouvoir du conseil de gérance de payer des acomptes sur dividendes dans les limites permises par la loi.

Art. 21. Dissolution, Liquidation. En cas de dissolution de la Société, la Société sera liquidée par un ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être associés, nommés par l'associé unique ou par l'assemblée générale des associés, selon le cas, qui fixera leurs pouvoirs et leurs émoluments. Le ou les liquidateurs aura (auront) les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif.

Le surplus résultant de la réalisation de l'actif et du paiement du passif sera distribué aux associés proportionnellement au nombre de parts qu'ils détiennent dans la Société.

Art. 22. Modification des statuts. Les présents statuts pourront être modifiés de temps en temps par une assemblée générale des associés décidant selon les conditions de quorum et de majorité prévues par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Art. 23. Disposition générale. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés se réfèrent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Art. 24. Langue. Les présents statuts ont été rédigés en anglais, suivi d'une version française. En cas de divergence entre les deux textes, la version française prévaudra.

Souscription et libération

L'intégralité des cinq cents (500) parts sociales sont souscrites par Bregal Partners L.P., prénommée.

Les parts ainsi souscrites sont entièrement libérées en espèces, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500) est dès maintenant à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné par un certificat bancaire.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence à la date de la constitution de la Société et finira le dernier jour du mois de décembre 2013.

Frais

Les parties ont évalué le montant des frais et dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à charge à raison de sa constitution à environ mille trois cents euros (EUR 1.300).

Résolutions

Et aussitôt après la constitution de la Société, l'associé unique, représentant l'intégralité du capital social, a pris les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la Société est fixé à L-1255 Luxembourg, 48, rue de Bragance.

2. L'associé unique décide de fixer le nombre de gérants à cinq (5) et de nommer:

- Monsieur Raf Bogaerts, administrateur de sociétés, né le 31 octobre 1970 à Lier (Belgique), avec adresse professionnelle à L-1255 Luxembourg, 48, rue de Bragance;

- Monsieur Fabrice Huberty, administrateur de sociétés, né le 21 juillet 1970 à Bastogne (Belgique), avec adresse professionnelle à L-1255 Luxembourg, 48, rue de Bragance;

- Monsieur Robert Smeele, administrateur de sociétés, né le 9 janvier 1960 à Gravenhage (Pays-Bas), avec adresse professionnelle à CH-6300 Zug, Grafenauweg 10;

- Monsieur John Drury, administrateur de sociétés, né le 25 mai 1955 à Croydon (Angleterre), avec adresse professionnelle à Standbrook House, 1^{er} étage, 2-5 Old Bond Street, W1S 4PD, Londres (Angleterre);

- Monsieur Johnny Seré, administrateur de sociétés, né le 5 novembre 1954 à Hasselt (Belgique), avec adresse professionnelle à B-1804 Vilvoorde, Jean Monnetlaan,

comme gérants de la Société pour une durée s'achevant avec l'assemblée générale qui sera tenue le dernier jour ouvrable du mois de juin 2014.

3. La société ERNST & YOUNG, avec siège à L-5365 Munsbach, 7, rue Gabriel Lippmann, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 47.771 est nommée réviseur d'entreprises agréé de la Société. Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale qui sera tenue le dernier jour ouvrable du mois de juin 2014.

Dont acte, fait et passé à Mondorf-les-Bains en l'étude du notaire soussigné, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais constate que sur demande du mandataire de la comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française et qu'en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, la version française fera foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: R. Bogaerts, M. Loesch.

Enregistré à Remich, le 27 juillet 2012, REM/2012/898. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mondorf-les-Bains, le 1^{er} août 2012.

Référence de publication: 2012099942/404.

(120137532) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2012.

Trust Investment Partner, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7535 Mersch, 29, rue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 129.407.

Le bilan abrégé au 31 mars 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012100493/10.

(120137585) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2012.

Unifrax Luxembourg I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 127.109.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2012100495/11.

(120137749) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2012.

Uranium Participation Cyprus Limited-Luxembourg Branch, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 132.260.

Les comptes annuels de la personne morale de droit étranger au 28 février 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 juillet 2012.

Référence de publication: 2012100496/11.

(120137394) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2012.

Uranium Participation Cyprus Limited-Luxembourg Branch, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 132.260.

Les comptes annuels de la personne morale de droit étranger au 28 février 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 juillet 2012.

Référence de publication: 2012100497/11.

(120137395) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2012.

Unifrax Luxembourg II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 124.276.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2012100499/11.

(120137788) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2012.

Valcade Holding S.A., Société Anonyme Holding.

R.C.S. Luxembourg B 80.918.

Le domicile de la société Valcade Holding S.A. établi à L-1858 LUXEMBOURG, 19, rue de Kirchberg, a été dénoncé avec effet au 1^{er} août 2012

Luxembourg, le 1^{er} août 2012.

Companies & Trusts Promotion S.A.

Référence de publication: 2012100502/10.

(120137308) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2012.

Valeant Pharmaceuticals Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 208, Val des Bons-Malades.

R.C.S. Luxembourg B 169.545.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 3 août 2012.

Référence de publication: 2012100503/10.

(120137524) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2012.

VAH Private Equity SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 93.887.

Résolutions prises par l'Assemblée Générale Ordinaire de la SICAV en date du 4 juin 2012

L'Assemblée Générale Ordinaire a pris les décisions suivantes:

1. de renouveler le mandat de

- Monsieur Silvan TRACHSLER

- Monsieur Friedrich-Wilhelm FLOREN

- Monsieur Nico THILL

comme administrateurs de la SICAV jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2013

2. de renouveler le mandat de BDO Audit en tant que Réviseur d'entreprises agréé de la SICAV jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2013

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012100506/17.

(120137861) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2012.

Dexia Participation Luxembourg, Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 95.732.

Par décision du conseil d'administration du 22 mars 2012, M. Thierry Nederlandt avec adresse professionnelle à 11, Place Rogier, B-1210 Bruxelles, a été coopté au conseil d'administration, en remplacement de M. Stefaan Decraene, démissionnaire. Son mandat s'achèvera à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 2012.

Luxembourg, le 12 juillet 2012.

Pour: DEXIA PARTICIPATION LUXEMBOURG

Société anonyme

Banque Internationale à Luxembourg

Société anonyme

Simone Wallers / Jean-Paul Putz

Manager / Senior Manager

Référence de publication: 2012100574/17.

(120137734) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2012.

VALERIO Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3340 Huncherange, 65, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 162.247.

Les comptes annuels du 12.07.2011 au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012100507/11.

(120137265) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2012.

Valleroy S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11B, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 37.118.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Domiciliataire

Référence de publication: 2012100508/11.

(120137567) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2012.

Valluga S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6783 Grevenmacher, 25, Op der Heckmill.

R.C.S. Luxembourg B 145.891.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 3 août 2012.

Référence de publication: 2012100509/10.

(120137801) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2012.

Valona Finance S.A. - SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri.

R.C.S. Luxembourg B 21.796.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour VALONA FINANCE S.A. - SPF

Référence de publication: 2012100510/10.

(120137687) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2012.

Vinifin International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1946 Luxembourg, 17, rue Louvigny.

R.C.S. Luxembourg B 39.179.

Les comptes au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

VINIFIN INTERNATIONAL S.A.

CIROLINI Giorgio / ARNO' Vincenzo

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2012100515/12.

(120137455) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2012.

Vitrauto S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4410 Soleuvre, 12, Zone d'Activité Um Woeller.

R.C.S. Luxembourg B 125.121.

Le bilan et le compte de pertes et profits abrégés au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire COFIGEST S.A.R.L.
Platinerei, 8 - L-8552 OBERPALLEN
Isabelle PHILIPIN

Référence de publication: 2012100516/13.

(120137757) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2012.

Vivaldis - Gesellschaft für Strukturierte Lösungen S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 108.999.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012100517/10.

(120137717) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2012.

Vostis S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 160.131.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 3 août 2012.

Référence de publication: 2012100522/10.

(120137495) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2012.

Vouvray S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11B, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 26.921.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Domiciliataire

Référence de publication: 2012100523/11.

(120137568) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2012.

Want Brothers Accounting S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 41, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 146.193.

Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale Extraordinaire, tenue au siège de la société, le 2 août 2012

- acceptation de la démission de M. Jean-Marc Want en tant qu'administrateur de catégorie A, avec effet au 2 août 2012;

- nomination de Mme Queuniez Myriam en tant qu'administrateur de catégorie A, née le 20 janvier 1966 à Uckange, France, et domiciliée professionnellement au 41 avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg. Elle terminera le mandat de M. Jean-Marc Want, c'est-à-dire jusqu'à assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2015;

- nomination en tant que commissaire aux comptes de la société HORetCOM S.A., 26 rue Marguerite de Brabant, L-1254 Luxembourg, immatriculée au R.C.S.L. sous le numéro B87646, en remplacement de M. Jean Van der Spek. Elle terminera le mandat de celui-ci, à savoir jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2015.

Fait à Luxembourg, le 2 août 2012.

Un mandataire

Référence de publication: 2012100526/18.

(120137141) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2012.

Wandpark Burer Bierg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1142 Luxembourg, 2, rue Pierre d'Aspelt.

R.C.S. Luxembourg B 94.940.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

WANDPARK BURER BIERG S.A.

Référence de publication: 2012100525/10.

(120137527) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2012.

West Putnam RE 1, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 22, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 139.249.

Der Jahresabschluss vom 31 Dezember 2011 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Nuno Aniceto.

Référence de publication: 2012100527/11.

(120137199) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2012.

CoDeLux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 62, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 74.166.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 03/08/2012 que:

- L'Assemblée a accepté le renouvellement des mandats des administrateurs de Monsieur Didier DELLISE, né à Eupen (Belgique) le 27 mai 1970, demeurant professionnellement au 13, Gruuss-Stroos, L-9991 Weiswampach, de Monsieur Thierry KOHNEN, né à Verviers (Belgique) le 22 juin 1972, demeurant professionnellement au 62, Avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, et de Madame Martina HUMARTUS, née à Saint-Vith (Belgique) le 8 mai 1973, demeurant à Ouren 80, B-4790 Burg-Reuland (Belgique), jusqu'à l'Assemblée Générale Annuelle de l'année 2018;

- L'Assemblée a accepté le renouvellement du mandat de l'administrateur-délégué Monsieur Thierry KOHNEN, né à Verviers (Belgique) le 22 juin 1972, demeurant professionnellement au 62, Avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, jusqu'à l'Assemblée Générale Annuelle de l'année 2018;

- L'Assemblée a accepté la démission de la société Codelux Properties S.A. de son poste de commissaire aux comptes, et a nommé en son remplacement la société Kohnen & Associés S.à r.l., avec siège social au 62, Avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B n° 114190, jusqu'à l'Assemblée Générale Annuelle de l'année 2018.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 03/08/2012.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2012100762/25.

(120138183) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 août 2012.

Whitewood (Stage 4-5) UK S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: GBP 310.000,00.**

Siège social: L-2551 Luxembourg, 125, avenue du Dix Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 170.170.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 2 août 2012.

Référence de publication: 2012100529/11.

(120136991) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2012.

Whitewood (Stage 6) UK S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 354.000,00.

Siège social: L-2551 Luxembourg, 125, avenue du Dix Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 170.182.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 2 août 2012.

Référence de publication: 2012100530/11.

(120137045) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2012.

Whitewood (Studio 1-3) UK S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 73.000,00.

Siège social: L-2551 Luxembourg, 125, avenue du Dix Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 170.183.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 2 août 2012.

Référence de publication: 2012100531/11.

(120137095) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2012.

Waterways S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2519 Luxembourg, 3-7, rue Schiller.

R.C.S. Luxembourg B 85.234.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

M. Jadot / F. Bracke

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2012100534/11.

(120137073) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2012.

Westring S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1143 Luxembourg, 2BIS, rue Astrid.

R.C.S. Luxembourg B 122.784.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Bertrange, le 03/08/2012.

Référence de publication: 2012100536/10.

(120137249) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2012.

Weatherlight S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1258 Luxembourg, 6, rue Jean-Pierre Brasseur.

R.C.S. Luxembourg B 125.302.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature
Un mandataire

Référence de publication: 2012100535/11.

(120137603) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2012.

Windfall Lux S.A. SICAV-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.
R.C.S. Luxembourg B 135.720.

Le bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour WINDFALL LUX S.A. SICAV-SIF
KREDIETRUST LUXEMBOURG S.A.

Référence de publication: 2012100537/12.

(120137237) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2012.

Windfall Lux S.A. SICAV-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.
R.C.S. Luxembourg B 135.720.

Extrait des résolutions prises par l'Assemblée Générale Statutaire du 2 août 2012

Il a été décidé de réélire KPMG LUXEMBOURG S.à r.l. (anciennement KPMG AUDIT), résidant professionnellement au 9 allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, en tant que Réviseur d'Entreprises pour un nouveau terme d'un an, se terminant à l'Assemblée Générale Statutaire de 2013.

Certifié conforme et sincère
Pour WINDFALL LUX S.A. SICAV-SIF
KREDIETRUST LUXEMBOURG S.A.

Référence de publication: 2012100538/15.

(120137668) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2012.

Equi Future Champions, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 170.569.

STATUTEN

Im Jahre zweitausendzwoölf, den zwanzigsten Juli.

Vor dem unterzeichneten Notar Pierre PROBST mit dem Amtssitz in Ettelbruck, Grossherzogtum Luxemburg.

sind erschienen:

1. BBDL Finanz S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung nach Luxemburger Recht, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg unter der Nummer B 162.887, mit Sitz in 7, Grand Rue, L-1661 Luxemburg,
2. Herr John Baumann, geboren am 23.07.1961 in Bitburg, Deutschland, wohnhaft in 15, Op dem Gaart, L-9164 Lipperscheid
3. Herr Edgar Bauschert geboren am 08.07.1959 in Ayl, Deutschland, wohnhaft in Bachweg 1, D-54441 Ayl
4. Frau Anne Drisler, geboren am 20.09.1978 in Bitburg, Deutschland, wohnhaft in Neuer Messenweg 17, D-54634 Bitburg

allesamt hier ordnungsgemäß vertreten durch Dame Francine HERMES, Notarschreiberin, wohnhaft in Heiderscheid, gemäß privatschriftlicher Untervollmacht, ausgestellt in Luxemburg, am 13. Juli 2012 und Vollmacht ausgestellt in Luxemburg am 11.7.2012.

Die Vollmachten werden nach Unterzeichnung und Paraphierung "ne varietur" durch die erschienenen Parteien und den unterzeichneten Notar der vorliegenden Urkunde als Anlage beigefügt, um mit derselben bei den für Registrierungen zuständigen Behörden eingereicht zu werden.

Die erschienenen Parteien haben den beurkundenden Notar ersucht, die nachfolgende Satzung einer Kommanditgesellschaft auf Aktien in Form einer Investmentgesellschaft mit variablem Kapital als spezialisierter Investmentfonds (société d'investissement à capital variable, SICAV-FIS), zu beurkunden, die wie folgt unter den Parteien gegründet werden soll:

Art. 1. Name. Hiermit wird zwischen vorbenannten Parteien und denjenigen, die in Zukunft Inhaber auszugebender Aktien (die „Aktien“) werden, eine Kommanditgesellschaft auf Aktien (KGaA) in der Form einer Investmentgesellschaft mit variablem Kapital als spezialisierter Investmentfonds (société d'investissement à capital variable, SICAV-FIS) unter dem Namen Equi Future Champions (die „Gesellschaft“) gegründet.

Die Gesellschaft unterliegt dem Gesetz vom 13. Februar 2007 über spezialisierte Investmentfonds (das „Gesetz von 2007“).

Art. 2. Gesellschaftssitz. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg-Stadt, Großherzogtum Luxemburg. Zweigniederlassungen, Tochtergesellschaften oder sonstige Büros können durch Beschluss des Komplementärs sowohl im Großherzogtum Luxemburg als auch im Ausland errichtet werden. Innerhalb ein und derselben Gemeinde kann der Sitz durch einfachen Beschluss des Komplementärs verlegt werden.

Sollten nach Ansicht des Komplementärs außergewöhnliche politische, wirtschaftliche oder soziale Ereignisse vorliegen oder bevorstehen, welche die normale Geschäftstätigkeit der Gesellschaft an ihrem Sitz oder die ungestörte Kommunikation zwischen diesem Sitz und dem Ausland beeinträchtigen, so kann bis zur vollständigen Behebung dieser ungewöhnlichen Umstände der Sitz zeitweilig ins Ausland verlegt werden; diese provisorische Maßnahme hat jedoch keine Auswirkung auf die Zugehörigkeit der Gesellschaft zu Luxemburg; letztere bleibt ungeachtet einer solchen zeitweiligen Sitzverlegung eine Luxemburger Gesellschaft.

Art. 3. Dauer. Die Gesellschaft beginnt mit der notariellen Beurkundung dieser Satzung. Die Laufzeit der Gesellschaft ist unbefristet.

Art. 4. Gesellschaftszweck. Ausschliesslicher Zweck der Gesellschaft besteht in der Erwirtschaftung einer möglichst hohen Jahresrendite für die Investoren sowie die Generierung laufender Erträge durch die Anlage ihres Vermögens in zulässige Vermögenswerte mit dem Zweck, die Anlagerisiken zu streuen und ihren Aktionären die Ergebnisse ihres Vermögens zugute kommen zu lassen. Die Grundsätze der Anlagepolitik sind in Artikel 17 und ergänzend dazu im Verkaufsprospekt der Gesellschaft festgelegt.

Die Gesellschaft kann jegliche Massnahmen ergreifen und Transaktionen ausführen, die sie für die Erfüllung und Ausführung dieses Gesellschaftszweckes für nützlich erachtet, und zwar im weitesten Sinne entsprechend dem Gesetz von 2007.

Art. 5. Haftung. Die BBDL Finanz S.à r.l., ist Komplementär der Gesellschaft (der „Komplementär“). Als solches ist sie Geschäftsführer (gérant) und Aktionär der Gesellschaft. Sie hält eine Aktie - die „Komplementärsaktie“ -, die nicht übertragbar ist und weder zu Dividendenzahlungen noch zu Kapitalrückführungen berechtigt. Der Komplementär haftet persönlich und unbeschränkt mit seinem Gesellschaftsvermögen für die Verbindlichkeiten der Gesellschaft, die nicht aus deren Vermögen bezahlt werden können.

Die Kommanditaktionäre (im folgenden die „Aktionäre“) haben keinerlei Vertretungsbefugnisse im Zusammenhang mit der Gesellschaft. Einzig im Rahmen der Generalversammlung können die Aktionäre ihre Aktionärsrechte ausüben. Sie haften Dritten gegenüber nur in der Höhe ihrer Einlage.

Art. 6. Bestimmung der Anlageziele sowie der Anlagepolitik. Im Einklang mit dem Inhalt des Verkaufsprospektes und den Bestimmungen vorliegend anwendbarer Gesetze und Rechtsvorschriften bestimmt der Komplementär sowohl die Anlageziele und die Anlagepolitik der Gesellschaft als auch die Art und Weise der diesbezüglichen Geschäftsleitung und Geschäftstätigkeiten der Gesellschaft.

Art. 7. Kapital. Das Kapital der Gesellschaft wird durch Aktien ohne Nennwert verkörpert und entspricht zu jeder Zeit dem Gesamtwert des Nettovermögens der Gesellschaft gemäß Artikel 13 dieser Satzung. Der Mindestbetrag des Kapitals der Gesellschaft liegt gemäß den gesetzlichen Vorschriften bei einer Million und zweihundertfünfzigtausend Euro (EUR 1.250.000,-) und ist innerhalb von zwölf (12) Monaten nach Zulassung der Gesellschaft gemäß den Bestimmungen des Luxemburger Rechts zu erreichen.

Das Gründungskapital der Gesellschaft beträgt einunddreißigtausend Euro (EUR 31.000,-) und ist in 30 Kommanditaktien ohne Nennwert und 1 Aktie, die durch den Komplementär gehalten wird, eingeteilt. Bei der Gesellschaftsgründung wurden die Aktien vollständig eingezahlt.

Der Komplementär kann im Einklang mit den Bestimmungen und entsprechend den Anforderungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften und des Gesetzes von 2007 jederzeit beschliessen, dass die Aktien der Gesellschaft verschiedenen zu errichtenden Anlagevermögen (die "Compartiments") angehören, welche wiederum in unterschiedlichen Währungen notiert sein können. Der Komplementär kann ausserdem bestimmen, dass innerhalb eines Compartiments eine oder mehrere Aktienklassen mit unterschiedlichen Merkmalen ausgegeben werden, wie jeweils vom Komplementär bestimmt und im Verkaufsprospekt der Gesellschaft beschrieben.

Das Gesellschaftskapital entspricht zu jeder Zeit der Gesamtheit des Nettovermögens der Gesellschaft. Das Gesellschaftskapital kann sich infolge der Ausgabe von weiteren Aktien durch die Gesellschaft oder des Rückkaufs von Aktien durch die Gesellschaft erhöhen oder vermindern.

Art. 8. Aktien. Die Kommanditaktien (nachfolgend die „Aktien“) sind ausschließlich sachkundigen Anlegern im Sinne des Artikels 2 des Gesetzes von 2007 vorbehalten.

Die Aktien werden als Namensaktien ausgegeben.

Für die Aktien wird ein Aktionärsregister im Namen der Gesellschaft am Sitz der Register- und Transferstelle der Gesellschaft geführt. Dieses Register enthält den Namen eines jeden Aktionärs, seinen Geschäftssitz, die Anzahl der von ihm gehaltenen Aktien sowie ggf. das Datum der Übertragung jeder Aktie. Die Eintragung im Aktionärsregister wird durch eine oder mehrere vom Komplementär bestimmte Person(en) unterzeichnet.

Aktienzertifikate werden nicht angeboten.

Falls ein Aktionär Aktien der Gesellschaft nicht für eigene Rechnung zeichnet, sondern für Rechnung eines Dritten, so muss dieser Dritte ebenfalls ein sachkundiger Anleger im Sinne des Gesetzes von 2007 sein.

Die Übertragung einer Aktie wird durch eine schriftliche Übertragungserklärung, die in das Aktionärsregister eingetragen, datiert und durch den Käufer, den Veräußerer oder durch sonstige hierzu vertretungsberechtigte Personen unterschrieben wird, durchgeführt. Die Gesellschaft kann auch andere Urkunden akzeptieren, die in ausreichender Weise die Übertragung belegen.

Jeder Inhaber von Aktien muss der Gesellschaft seine Adresse sowie jede Adressänderung zwecks Eintragung im Aktionärsregister mitteilen. Weicht diese von der Adresse seiner Administration ab, kann er zusätzlich eine Versandadresse benennen. Alle Mitteilungen und Ankündigungen der Gesellschaft zugunsten von Inhabern von Aktien können rechtsverbindlich an die entsprechende Adresse gesandt werden.

Sofern ein Aktionär keine Adresse angibt, kann die Gesellschaft zulassen, dass ein entsprechender Vermerk in das Aktionärsregister eingetragen wird. Die Adresse des Aktionärs wird in diesem Falle solange am Sitz der Gesellschaft sein, bis der Aktionär der Gesellschaft eine andere Adresse mitteilt.

Aktien werden nur ausgegeben, nachdem die Zeichnung angenommen und die Zahlung, wie im Verkaufsprospekt näher erläutert, eingegangen ist.

Die Gesellschaft erkennt nur einen einzigen Aktionär pro Aktie an. Im Falle eines gemeinschaftlichen Besitzes oder eines Nießbrauchs kann die Gesellschaft die Ausübung der mit dem Aktienbesitz verbundenen Rechte bis zu dem Zeitpunkt suspendieren, zu dem eine Person angegeben wird, die die gemeinschaftlichen Besitzer oder die Begünstigten und Nießbraucher gegenüber der Gesellschaft vertritt.

Die Gesellschaft kann Aktienbruchteile bis zur dritten Dezimalzahl ausgeben. Aktienbruchteile geben kein Stimmrecht, berechtigen aber zur Teilnahme an den Ausschüttungen der Gesellschaft auf einer pro rata Basis.

Art. 9. Beschränkung der Eigentumsrechte auf Aktien. Aktien an der Gesellschaft sind sachkundigen Anlegern im Sinne des Artikels 2 des Gesetzes von 2007 vorbehalten. Des weiteren kann die Gesellschaft nach eigenem Ermessen den Besitz ihrer Aktien durch bestimmte Anleger einschränken oder verbieten, wenn sie der Ansicht ist, dass ein solcher Besitz:

- zu Lasten der Interessen der übrigen Aktieninhaber oder der Gesellschaft geht; oder
- einen Gesetzesverstoß im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland mit sich ziehen kann; oder
- bewirken kann, dass die Gesellschaft in einem anderen Land als dem Großherzogtum Luxemburg steuerpflichtig wird; oder

- den Interessen der Gesellschaft in einer anderen Art und Weise schadet.

Zu diesem Zweck kann die Gesellschaft:

(a) die Ausgabe von Aktien verweigern, wenn es offenkundig ist, dass diese Ausgabe zur Folge haben würde, den Aktienbesitz auf eine andere Person zu übertragen, die nicht berechtigt ist, Aktien der Gesellschaft zu besitzen,

(b) den Zwangsrückkauf solcher Aktien tätigen, die - für sie offenkundig - von einer Person, der es nicht erlaubt ist, Aktien der Gesellschaft zu besitzen (wie etwa Personen, welche keine sachkundigen Anleger im Sinne des Gesetzes von 2007 darstellen), entweder allein oder zusammen mit anderen Personen gehalten werden,

(c) den Zwangsrückkauf solcher Aktien tätigen, die - für sie offenkundig - von einer oder mehreren Personen zu einem solchen Anteil gehalten werden, der die Anwendbarkeit der Steuergesetze oder sonstige Gesetze anderer Länder als Luxemburg zur Folge hat,

(d) bei Aktionärsversammlungen Personen, denen es nicht erlaubt ist, Aktien der Gesellschaft zu besitzen, das Stimmrecht aberkennen.

In den Fällen b) und c) wird folgendes Verfahren angewandt:

i. Die Gesellschaft wird dem Aktionär, der die Aktien besitzt, eine Benachrichtigung (im Folgenden „Rückkaufbenachrichtigung“ genannt) zusenden. Die Rückkaufbenachrichtigung gibt die zurückzukaufenden Aktien, den zu bezahlenden Rückkaufspreis und den Ort, wo dieser Preis zu bezahlen ist, an. Die Rückkaufbenachrichtigung kann dem Aktionär durch Einschreibebrief an seine benannte Versandadresse oder an die im Aktienregister eingetragene Adresse zugesandt werden. Der betroffene Aktionär ist verpflichtet, der Gesellschaft ohne Verzögerung das oder die Zertifikate zurückzugeben, die

die in der Rückkaufbenachrichtigung aufgeführten Aktien verkörpern. Mit Büroschluss des in der Rückkaufbenachrichtigung angegebenen Tages ist der Aktionär nicht mehr Besitzer der in der Rückkaufbenachrichtigung aufgeführten Aktien. Die Aktienzertifikate, die die entsprechenden Aktien verkörpern, werden annulliert.

ii. Der Preis, zu dem die in der Rückkaufbenachrichtigung angegebenen Aktien zurückgekauft werden (im folgenden "Rückkaufspreis" genannt), entspricht dem Nettovermögenswert der ausgegebenen Aktien, so wie dieser am Tag der Rückkaufbenachrichtigung gemäß Artikel 13 der vorliegenden Satzung festgesetzt wird.

iii. Der Rückkaufspreis wird dem Besitzer dieser Aktien durch die Gesellschaft bei einer in Luxemburg oder anderswo ansässigen Bank, welche in der Rückkaufbenachrichtigung angegeben wurde, hinterlegt. Diese Bank wird den Rückkaufspreis dem betroffenen Aktionär gegen Rückgabe der eventuell ausgegebenen Aktienzertifikate, die die in der Rückkaufbenachrichtigung aufgeführten Aktien verkörpern, auszahlen. Nach Hinterlegung des Rückkaufspreises gemäß diesen Bedingungen, können Personen, die an den in der Rückkaufbenachrichtigung angegebenen Aktien interessiert sind, keine Ansprüche auf diese Aktien geltend machen oder rechtliche Schritte gegen die Gesellschaft unternehmen. Hiervon ausgenommen ist das Recht des sich als rechtmäßiger Besitzer der Aktien ausweisenden Aktionärs, den hinterlegten Rückkaufspreis gegen Rückgabe des oder der eventuell ausgegebenen Aktienzertifikate, wie zuvor erläutert, ausgezahlt zu bekommen.

iv. Unter der Bedingung, dass die Gesellschaft in gutem Glauben ist, kann sie die ihr in diesem Artikel zugestandenen Befugnisse auch dann ausüben, wenn nicht eindeutig nachweisbar ist, in wessen Besitz sich die Aktien befinden.

Art. 10. Ausgabe von Aktien. Die Zeichnung von Aktien ist sowohl für bestehende als auch für potentielle Aktionäre einem oder mehreren bestimmten Zeichnungszeitpunkt(en) oder Zeichnungszeitraum(e) unterworfen (jede(r) eine „Zeichnungsperiode“). Sie werden durch den Komplementär festgelegt und im Verkaufsprospekt sowohl genannt als auch ausführlich beschrieben.

Der Ausgabepreis der Aktien ist auf die Weise zu entrichten, wie sie der Komplementär bestimmt und im Verkaufsprospekt genannt und ausführlich beschrieben hat.

Der Komplementär ist berechtigt, zusätzliche Zeichnungsbedingungen zu bestimmen, wie beispielsweise das Erreichen von Mindestzeichnungsbeträgen innerhalb der Zeichnungsperiode(n), die Zahlung von Verzugszinsen oder das Bestehen von Eigentumsbeschränkungen.

Der Komplementär kann jedem Mitglied der Geschäftsleitung, jedem Direktor oder Generalbevollmächtigten sowie jedem anderen ordnungsgemäß hierzu Ermächtigten die Aufgabe übertragen, Zeichnungsanträge und Zahlungen auf den Aktienpreis neu auszugebender Aktien entgegenzunehmen, sowie die Aktien an die entsprechenden Zeichner auszuliefern.

Der Komplementär behält sich das Recht vor, jeden Zeichnungsantrag ganz oder teilweise zurückzuweisen oder jederzeit, ohne vorherige Mitteilung, die Ausgabe von Aktien auszusetzen. Der Komplementär kann die Häufigkeit der Aktienaussgabe limitieren.

Art. 11. Rücknahme und Umtausch von Aktien. Die Rückgabe von Aktien der Gesellschaft ist vorbehaltlich der nachstehend dargelegten Einschränkungen und Auflagen grundsätzlich innerhalb der ersten 3 Jahre der Laufzeit nicht vorgesehen.

Aktionäre, welche die Rücknahme aller oder eines Teiles ihrer Aktien wünschen, müssen einen schriftlichen Antrag an die Zentrale Verwaltungsstelle richten. Der Rücknahmeantrag muss folgende Angaben enthalten: Die Identität und Anschrift des antragstellenden Aktionärs sowie Angaben über die Person, an welche die Zahlung des Rücknahmepreises erfolgen soll.

Der Komplementär der Gesellschaft kann die Rücknahme von Aktien zeitweilig aussetzen, sofern außergewöhnliche Umstände vorliegen, die eine Aussetzung unter Berücksichtigung der Interessen der Anleger erforderlich erscheinen lassen. Außergewöhnliche Umstände liegen insbesondere vor, wenn über Vermögensgegenstände des Anlagevermögens nicht verfügt werden kann, die Gegenwerte durch Verkäufe nicht zu realisieren sind, es nicht möglich ist, den Anteilswert ordnungsgemäß zu ermitteln, oder wesentliche Vermögensgegenstände nicht bewertet werden können. Nach Wiederaufnahme der Rücknahme wird den Anlegern der dann gültige Rückgabepreis ausgezahlt. Der Gesellschaft bleibt vorbehalten, wenn bei umfangreichem Rücknahmeverlangen die Bankguthaben und der Erlös aus dem Verkauf der Investmentanteile zur Zahlung des Rücknahmepreises und zur Sicherstellung einer ordnungsgemäßen Verwaltung des Anlagevermögens nicht mehr ausreichen oder aus sonstigen Gründen nicht sogleich zur Verfügung stehen, die Aktien erst dann zu dem jeweils gültigen Rücknahmepreis zurückzunehmen, nachdem sie unverzüglich, jedoch unter Wahrung der Interessen der Anleger, entsprechende Vermögenswerte veräußert hat. Die Frist für die Verweigerung der Rücknahme von Aktien beträgt drei Monate. Reichen nach Ablauf dieser Frist die im Rahmen der Liquidität angelegten Mittel für die Rücknahme nicht aus, so sind weitere Vermögenswerte der Gesellschaft zu veräußern. Bis zur Veräußerung der entsprechenden Werte zu angemessenen Bedingungen oder bis zu einem Jahr nach Vorlage der Aktien zur Rücknahme kann die Gesellschaft die Rücknahme verweigern. Durch eine begründete, gegenüber den Anlegern abzugebende Erklärung, kann die vorgenannte Jahresfrist um ein weiteres Jahr verlängert werden. Nach Ablauf dieser Frist ist die Gesellschaft berechtigt, zum Portfolio gehörige Vermögenswerte unter deren aktuellem Wert zu veräußern bzw. zu beleihen, um die Mittel zur Rücknahme der Anteile zu beschaffen. Die Gesellschaft unterrichtet die Anleger durch Bekanntmachung im

luxemburgischen Amtsblatt (Mémorial) und darüber hinaus in hinreichend verbreiteten Wirtschafts- oder Tageszeitungen oder auf der Internetseite über die Aussetzung und die Wiederaufnahme der Rücknahme der Anteile.

Die Rücknahme von Aktien ist ausgeschlossen, wenn infolge der Auszahlung das gesetzliche Mindestkapital unterschritten würde.

Zurückgenommene Aktien werden in den Büchern der Gesellschaft annulliert.

Der Umtausch von Aktien eines Compartments in Aktien eines anderen Compartments auf einseitige Anfrage des Aktionärs ist nicht möglich.

Art. 12. Berechnung des Nettovermögenswerts. Die Berechnung des Nettovermögenswertes der Aktien der Gesellschaft erfolgt zum letzten Kalendertag eines jeden Halbjahres - also im Sechs-Monats-Rhythmus. Zusätzliche Berechnungstage können im Interesse der Aktionäre vom Komplementär festgelegt werden.

Der Nettovermögenswert pro Aktie wird in Euro ausgedrückt. Er wird für jede Aktie der Gesellschaft dadurch bestimmt, dass das Nettovermögen der Gesellschaft, d.h. die Summe der Aktiva minus der Verbindlichkeiten, durch die Zahl der am Bewertungstag im Umlauf befindlichen Aktien der Gesellschaft geteilt wird. Der Nettovermögenswert der Aktie wird auf die zweite Dezimalzahl abgerundet.

Im Falle von Dividendenzahlungen, Aktienaussgaben und -rückkäufen wird der Nettovermögenswert jeder einzelnen Aktie wie folgt angepasst:

- falls eine Dividende je Aktie ausgezahlt wird, verringert sich der Wert der Aktie um den Betrag der erfolgten Ausschüttung;
- falls Aktien ausgegeben oder zurückgekauft werden, erhöht oder vermindert sich der Nettovermögenswert jedes Compartments um den erhaltenen oder eingezahlten Betrag.

Die Aktiva jedes Compartments der Gesellschaft beinhalten:

- Sportpferde
- Zubehör und Inventar aller Art
- Wertpapiere aller Art
- Rechte und Optionen auf Objekte, Projekte oder Grundstücke
- Unternehmensbeteiligungen
- alle flüssigen Mittel einschließlich hierauf angefallener Zinsen;
- alle ausstehenden Forderungen einschließlich Zinsforderungen auf Konten und Depots sowie Erträge aus verkauften, aber noch nicht gelieferten Vermögenswerten;
- alle Immobilien und Grundstücke sowie Beteiligungen an Immobilien und Grundstücken
- sämtliche sonstigen Vermögenswerte einschließlich im Voraus bezahlter Ausgaben.

Kosten, Gebühren und Aufwendungen, welche im Zusammenhang mit dem Erwerb von Vermögenswerten angefallen, werden mit dem aufgewendeten Wert in Ansatz gebracht, es sei denn dieser Wert wäre nicht repräsentativ; in einem solchen Fall wird der Wert dieser Vermögenswerte auf der Grundlage des vernünftigerweise vorhersehbaren Verkaufspreises nach einer vorsichtigen Einschätzung und nach Treu und Glauben durch den Komplementär ermittelt.

Vermögenswerte, die nicht in der Gesellschaftswährung ausgedrückt sind, werden zum am betreffenden Bewertungstag aktuellen Wechselkurs umgerechnet.

Falls durchführbar, soll jeder Kauf oder Verkauf von Vermögenswerten durch die Gesellschaft bis einschliesslich zu einem Bewertungstag noch bei der an diesem Bewertungstag stattfindenden Berechnung des Nettovermögenswertes berücksichtigt werden.

Der Nettovermögenswert jedes Compartments ist am Gesellschaftssitz erfragbar.

Die Verbindlichkeiten jedes Compartments der Gesellschaft umfassen:

- sämtliche in Anspruch genommenen Kredite und gegen die Gesellschaft bzw. das Compartment gerichtete Forderungen;
- angefallene und zu zahlende Kosten;
- sämtliche bekannten gegenwärtigen und zukünftigen Verbindlichkeiten, einschließlich Zahlungsverpflichtungen aus fälligen vertraglichen Verbindlichkeiten, z.B. verbindlich eingegangene Abnahmeverpflichtungen und festgelegte, aber noch nicht ausgezahlte Dividenden,
- vom Komplementär genehmigte und angenommene Rückstellungen der Compartments;
- sämtliche sonstigen Verbindlichkeiten der Compartments.

Art. 13. Aussetzung der Nettovermögenswertberechnung. Der Komplementär ist ermächtigt, die Berechnung des Nettovermögenswertes der Aktien in folgenden Fällen vorübergehend auszusetzen:

- wenn aufgrund von Ereignissen, die nicht in die Verantwortlichkeit oder den Einflussbereich der Gesellschaft fallen, eine normale Verfügung über das Nettovermögen unmöglich wird, ohne die Interessen der Aktionäre schwerwiegend zu beeinträchtigen;

- wenn durch eine Unterbrechung der Nachrichtenverbindung oder aus irgendeinem Grund der Wert eines beträchtlichen Teils des Nettovermögens nicht bestimmt werden kann;
- wenn Einschränkungen des Devisen- oder Kapitalverkehrs die Abwicklung der Geschäfte für Rechnung der Gesellschaft verhindern;
- wenn eine Generalversammlung der Aktionäre einberufen wurde, um die Gesellschaft zu liquidieren.

Die Aussetzung der Berechnung der Nettovermögenswerte wird den Aktionären per Post an die im Aktionärsregister eingetragenen Adressen mitgeteilt.

Art. 14. Komplementär. Die Gesellschaft wird von der BBDL Finanz S.à r.l als Komplementär geführt.

Der Komplementär ist eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (*société à responsabilité limitée*) nach Luxemburger Recht. Der Komplementär besitzt die umfassende Befugnis, die Gesellschaft zu vertreten, soweit das Gesetz von 1915 oder die Satzung der Gesellschaft nicht ausdrücklich bestimmte Befugnisse der Generalversammlung vorbehalten.

Für den Fall, dass die Rechtsfähigkeit des Komplementärs endet, der Komplementär liquidiert wird oder sich eine andere Situation ereignet, die ihn daran hindert, die Gesellschaft zu führen und nach außen zu vertreten, wird ein Verfahren gemäß Artikel 26 dieser Satzung eingeleitet. Die Einberufung der Gesellschafterversammlung erfolgt in diesem Fall durch den Gründungsgesellschafter John Baumann bzw. dessen Rechtsnachfolger.

Der Komplementär ist für die Ausführung der Anlagepolitik der Gesellschaft umfassend verantwortlich.

Art. 15. Befugnisse des Komplementärs. Der Komplementär verfügt über die umfassende Befugnis, alle Verfügungs- und Verwaltungshandlungen im Rahmen des Gesellschaftszweckes und im Einklang mit der im Verkaufsprospekt näher beschriebenen Anlagepolitik und den Anlagebeschränkungen vorzunehmen.

Sämtliche Befugnisse, welche nicht ausdrücklich gesetzlich oder durch diese Satzung der Generalversammlung vorbehalten sind, können durch den Komplementär getroffen werden.

Der Komplementär kann unter seiner Überwachung und Verantwortung die tägliche Geschäftsführung sowie die Ausführung der täglichen Anlagepolitik der Gesellschaft auf eine oder mehrere, natürliche oder juristische Personen übertragen, insbesondere auf Anlageausschüsse und externe Investmentmanager; deren Handlungs- und/oder Vertretungsbefugnis, sowie deren Zusammensetzung und deren Befugnis ihrerseits Unterbevollmächtigte einzusetzen, wird durch den Komplementär festgesetzt und im Verkaufsprospekt erläutert.

Der Komplementär kann auch schriftliche oder notariell beurkundete Spezialvollmachten erteilen.

Der Komplementär kann Dienstleistungsverträge im Namen und für Rechnung der Gesellschaft abschließen.

Unbeschadet solcher Übertragungen, Bevollmächtigungen und Verträge bleibt der Komplementär für die Überwachung der übertragenen Aufgaben verantwortlich.

Art. 16. Anlageziele, Anlagepolitik und Anlagebeschränkungen. Der Komplementär bestimmt die Anlageziele, die Anlagepolitik und die Anlagebeschränkungen, die es durch die Gesellschaft zu befolgen gilt, sowie die Geschäftsführung und die Geschäftstätigkeiten der Gesellschaft, so wie diese im Verkaufsprospekt im Einklang mit den anwendbaren gesetzlichen Bestimmungen näher beschrieben werden.

Die Anlagepolitik ist gerichtet auf die Erzielung eines möglichst hohen, sicheren und kontinuierlichen Wertzuwachses durch Investition in Anlagen, die direkt oder indirekt mit dem Pferdesport bzw. der Pferdeindustrie in Zusammenhang stehen. Dabei steht im Vordergrund der Investmenttätigkeit der Handel mit Sportpferden aus den Bereichen Spring- und Dressursport. Mit Hilfe des Expertenwissens des Fondsmanagements und der Anlageberater, zusammengesetzt aus international anerkannten Pferdeexperten, soll eine dauerhaft überdurchschnittliche Wertsteigerung erwirtschaftet werden.

Näheres hierzu ist im Verkaufsprospekt der Gesellschaft verbindlich festgelegt.

Art. 17. Zeichnungsbefugnis. Gegenüber Dritten wird die Gesellschaft rechtsgültig durch den Komplementär oder durch einen oder mehrere Bevollmächtigte, die dieser bestimmt, verpflichtet.

Art. 18. Haftung und Freistellung. Die Gesellschaft stellt den Komplementär, seine Geschäftsführer, (leitenden) Angestellten, Gremienmitglieder und Beauftragten sowie externe Investmentmanager und Mitglieder von Anlageausschüssen (zusammen die „Freistellungsberechtigten“) voll umfänglich von jeder Haftung frei, die den Freistellungsberechtigten aus ihrer Tätigkeit für die Gesellschaft erwachsen können. Die Freistellung umfasst auch die Kosten der Rechtsverfolgung und Rechtsverteidigung. Die Freistellung hat auf erstes Anfordern zu erfolgen. Ein Anspruch auf Freistellung ist hinsichtlich des Komplementärs ausgeschlossen, wenn dieser vorsätzlich oder fahrlässig und hinsichtlich der übrigen Freistellungsberechtigten, wenn diese vorsätzlich oder grob fahrlässig gehandelt haben. Bei Meinungsverschiedenheiten darüber, ob ein Freistellungsberechtigter vorsätzlich oder (grob) fahrlässig gehandelt hat, hat der Freistellungsberechtigte Anspruch auf Freistellung bis zur rechtskräftigen Entscheidung über die Meinungsverschiedenheit; wird Vorsatz oder (grobe) Fahrlässigkeit festgestellt, hat der betreffende Freistellungsberechtigte die empfangenen Leistungen zurückzugewähren.

Die Gesellschafter der Gesellschaft haften für diese Freistellungsverpflichtung bis zur Höhe der von der Gesellschaft empfangenen Ausschüttungen.

Art. 19. Depotbank. In dem gesetzlich erforderlichen Umfang wird die Gesellschaft einen Depotbankvertrag mit einer Bank im Sinne des Gesetzes vom 5. April 1993 über den Finanzsektor abschließen.

Die Depotbank wird die Pflichten erfüllen und die Verantwortung übernehmen, wie dies gemäß den anwendbaren gesetzlichen Bestimmungen vorgesehen ist.

Sowohl die Depotbank als auch die Gesellschaft sind berechtigt, die Depotbankbestellung jederzeit im Einklang mit dem Depotbankvertrag zu kündigen. In diesem Fall wird der Komplementär alle Anstrengungen unternehmen, um innerhalb von zwei Monaten mit Genehmigung der zuständigen Aufsichtsbehörde eine andere Bank zur Depotbank zu bestellen. Bis zur Bestellung einer neuen Depotbank wird die bisherige Depotbank zum Schutz der Interessen der Aktionäre ihren Pflichten als Depotbank vollumfänglich nachkommen.

Art. 20. Generalversammlung. Die Generalversammlung repräsentiert die Gesamtheit der Aktionäre der Gesellschaft. Sie hat die umfassende Befugnis, Handlungen im Zusammenhang mit der Geschäftstätigkeit der Gesellschaft anzuordnen, auszuführen oder zu genehmigen. Ihre Beschlüsse binden alle Aktionäre der Gesellschaft, unter der Voraussetzung, dass der Komplementär diese Beschlüsse genehmigt, es sei denn vorliegende Satzung würde dieses Genehmigungserfordernis ausdrücklich nicht verlangen.

Die Generalversammlung tritt auf Einladung des Komplementärs zusammen.

Sie kann auch auf Antrag von Aktionären, welche wenigstens ein Fünftel des Gesellschaftsvermögens repräsentieren, zusammentreten.

Die jährliche Generalversammlung wird jeweils am ersten Dienstag des Monats Juni um 10:00 Uhr am Sitz der Gesellschaft oder an einem anderen in der Einladung angegebenen Ort abgehalten; ist dieser Tag ein Feiertag, findet die Generalversammlung am ersten Bankarbeitstag nach dem ersten Dienstag im Monat Juni statt. Die erste Generalversammlung findet im Jahre 2013 statt.

Die Einladung zu den Generalversammlungen enthält die Tagesordnung und wird per Einschreiben wenigstens acht Tage vor der Generalversammlung an jeden Aktionär und an dessen in dem Aktionärsregister eingetragene Adresse versandt. Der Zugang der Einladung an die Aktionäre muss auf der Versammlung nicht nachgewiesen werden. Die Tagesordnung wird von dem Komplementär vorbereitet, außer in den Fällen, in welchen die Versammlung auf schriftlichen Antrag der Aktionäre zusammentritt, in welchem Falle der Komplementär jedoch eine zusätzliche Tagesordnung vorbereiten können.

Sofern sämtliche Aktionäre anwesend oder vertreten sind und sich selbst als ordnungsgemäß eingeladen und über die Tagesordnung in Kenntnis gesetzt erachten, kann die Generalversammlung ohne schriftliche Einladung stattfinden.

Der Komplementär kann sämtliche sonstige Bedingungen festlegen, welche von den Aktionären zur Teilnahme an einer Generalversammlung erfüllt werden müssen.

Auf der Generalversammlung werden lediglich solche Vorgänge behandelt, welche in der Tagesordnung enthalten sind (die Tagesordnung wird sämtliche gesetzlich erforderlichen Vorgänge enthalten) sowie Vorgänge, welche zu solchen Vorgängen gehören.

Gemäß den Vorschriften des Luxemburger Rechts und dieser Satzung, ist jede Aktie, unabhängig von der Aktienklasse, zu einer Stimme berechtigt.

Ein Aktionär kann sich bei jeder Generalversammlung aufgrund schriftlicher Vollmacht durch eine andere Person, welche kein Aktionär sein muss, vertreten lassen.

Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen durch das Gesetz vom 10. August 1915 oder diese Satzung, werden die Beschlüsse im Rahmen der Generalversammlung durch einfache Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktionäre gefasst.

Soweit Beschlüsse der Generalversammlung die Modifizierung der vorliegenden Satzung zum Gegenstand haben, bedarf es (i) eines Anwesenheitsquorums von fünfzig Prozent (50%) des Kapitals - falls dieses Quorum bei einer ersten Versammlung jedoch nicht erreicht wird, bedarf es bei der nachfolgenden Versammlung dieses Quorums nicht mehr - und in jedem Fall (ii) einer Zustimmungsmehrheit von mindestens Zwei-Dritteln (2/3) der anwesenden oder vertretenen Aktionäre.

Art. 22. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember eines jeden Jahres. Das erste Geschäftsjahr endet am 31. Dezember 2012.

Art. 23. Jahresbericht. Die Gesellschaft veröffentlicht regelmässig einen Jahresbericht über ihre Aktivitäten und über die Entwicklung ihrer Vermögenswerte. Dieser Bericht enthält die Bilanz, die Gewinn- und Verlustrechnung, eine ausführliche Beschreibung der Vermögenswerte sowie den Bericht des Abschlussprüfers. Die Jahresberichte werden den Aktionären per Mail übersandt; auf ausdrücklichen Wunsch des Aktionärs können diese auch per Post versendet werden.

Art. 24. Wirtschaftsprüfer. Die Rechnungsdaten im Jahresbericht der Gesellschaft werden durch einen Wirtschaftsprüfer (réviseur d'entreprise agréé) geprüft, welcher von der Generalversammlung ernannt und von der Gesellschaft bezahlt wird.

Der Wirtschaftsprüfer erfüllt sämtliche Pflichten im Sinne der anwendbaren gesetzlichen Bestimmungen.

Art. 25. Gewinnverwendung. Die Verwendung des Bilanzgewinns wird von der Generalversammlung auf Vorschlag des Komplementärs festgelegt. Grundsätzlich wird eine vollständige Re-Investition der Erträge vorgesehen. Dennoch unterliegt die Vornahme von Ausschüttungen dem Ermessen des Komplementärs. Dieser kann Ausschüttungen im Einklang

mit den gesetzlichen Bestimmungen beschliessen. Der Beschluss über die Ausschüttungen bedarf keiner Beschlussfassung der Generalversammlung.

Die Zahlung von Ausschüttungen erfolgt jeweils an die im Namensregister vermerkte Adresse und an die dort ggf. hinterlegte Bankverbindung.

Ausschüttungen werden in Euro zu einem Zeitpunkt und an einem Ort ausbezahlt, wie dies der Komplementär zu gegebener Zeit bestimmt.

Bei der Vornahme von Ausschüttungen ist zu beachten, dass das Kapital der Gesellschaft keinesfalls den Betrag von EUR 1.250.000,- unterschreiten darf.

Art. 26. Auflösung und Liquidation der Gesellschaft. Die Gesellschaft kann gemäß den Bestimmungen der Satzung zu jeder Zeit durch Beschluss der Generalversammlung und vorbehaltlich des Quorums und der Mehrheitserfordernisse, wie sie für Satzungsänderungen gemäß dem Gesetz von 1915 gelten, aufgelöst werden.

Nach Beendigung der Laufzeit der Gesellschaft wird sie automatisch aufgelöst, es sei denn, dass der Komplementär aus sachlich nachvollziehbaren Gründen im Interesse der Gesellschafter eine Laufzeitverlängerung beschlossen hat. Eine solche Verlängerungsoption steht auch der Generalversammlung zu: Diese kann ebenfalls eine Laufzeitverlängerung beschließen, wenn der entsprechende Beschluss unter Einhaltung eines Anwesenheitsquorums von mindestens der Hälfte des Gesellschaftskapitals und einer Mehrheit von mindestens zwei Dritteln der abgegebenen Stimmen die Dauer der Gesellschaft gefasst wird. Die Laufzeit kann auf diese Weise zweimal um jeweils ein Jahr verlängert werden. Falls das vorbenannte Anwesenheitsquorum in einer ersten Generalversammlung nicht erreicht wird, kann eine zweite Generalversammlung ohne Einhaltung eines Anwesenheitsquorums über die Verlängerung der Laufzeit der Gesellschaft entscheiden. Nach Beendigung der Laufzeitverlängerung wird die Gesellschaft automatisch aufgelöst.

Sofern das Gesellschaftsvermögen unter zwei Drittel des in Artikel 7 aufgeführten Mindestkapitals fällt, wird die Frage der Auflösung der Gesellschaft durch den Komplementär der Generalversammlung vorgetragen. Die Generalversammlung entscheidet ohne Anwesenheitsquorum mit der einfachen Mehrheit der bei dieser Versammlung vertretenen Aktionäre.

Die Frage der Auflösung der Gesellschaft wird der Generalversammlung durch den Komplementär auch dann unterbreitet, wenn das Gesellschaftsvermögen unter ein Viertel des Mindestkapitals gemäss Artikel 7 fällt. In diesem Falle wird die Generalversammlung ohne Anwesenheitsquorum beschliessen, und die Auflösung kann durch die Aktionäre entschieden werden, welche ein Viertel der auf der Generalversammlung vertretenen stimmberechtigten Aktionäre halten.

Die Versammlung muss innerhalb einer Frist von 40 Tagen nach Feststellung, dass das Mindestgesellschaftskapital unterhalb zwei Drittel bzw. ein Viertel des gesetzlichen Mindestkapitals gefallen ist, einberufen werden.

Die Liquidation wird durch einen oder mehrere Liquidatoren durchgeführt, die natürliche oder juristische Personen sein können und die ordnungsgemäß von der Aufsichtsbehörde genehmigt und von der Generalversammlung ernannt werden müssen. Letztere beschließt auch über die Befugnisse und eventuelle Vergütung der Liquidatoren.

Der Netto-Liquidationserlös der Gesellschaft wird von den Liquidatoren an die Aktionäre im Verhältnis zu ihrem Aktienbesitz an der Gesellschaft verteilt.

Art. 27. Auflösung und Verschmelzung von Compartments. Der Komplementär kann beschliessen, ein oder mehrere Compartments zusammenzulegen, oder einen oder mehrere Compartments aufzulösen, indem die betroffenen Aktien entwertet werden und den betroffenen Aktionären der Nettovermögenswert der Aktien dieses oder dieser Compartments zurückerstattet wird. Der Komplementär kann ebenfalls beschliessen, einen oder mehrere Compartments mit einem anderen luxemburgischen spezialisierten Investmentfonds oder Organismus für gemeinsame Anlagen zu verschmelzen.

Der Komplementär ist befugt, einen der vorgenannten Beschlüsse zu fassen

- im Falle einer wesentlichen Änderung der sozialen, politischen oder wirtschaftlichen Lage in den Ländern, in denen Anlagen für das jeweilige Compartment getätigt werden oder in denen die Aktien dieses Compartments vertrieben werden, oder

- sofern der Wert der Vermögenswerte des jeweiligen Compartments derart fällt, dass eine wirtschaftlich effiziente Verwaltung dieses Compartments nicht mehr gewährleistet werden kann, oder

- im Rahmen einer Rationalisierung.

Der Liquidationserlös, der von einem Aktionär nach Abschluss der Liquidation nicht eingefordert wurde, verbleibt für einen Zeitraum von sechs Monaten bei der Depotbank und wird anschliessend bei der Caisse des Consignations in Luxemburg hinterlegt; nach 30 Jahren verfällt der Liquidationserlös.

Der Beschluss des Komplementärs, die Verschmelzung eines oder mehrerer Compartments mit einem oder mehreren anderen Compartments der Gesellschaft oder mit einem anderen luxemburgischen spezialisierten Investmentfonds oder Organismus für gemeinsame Anlagen vorzunehmen, wird den betroffenen Aktionären mitgeteilt. Im Falle der Verschmelzung mit einem luxemburgischen "fonds commun de placement" ist der Beschluss nur für die dieser Verschmelzung zustimmenden Aktionäre bindend.

Art. 28. Anwendbares Recht. In dieser Satzung nicht geregelte Fragen werden durch die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften und des Gesetzes vom 3. Februar 2007, einschließlich der Änderungen und Ergänzungen der jeweiligen Gesetze geregelt.

Zeichnung und Einzahlung

Das Grundkapital wurde wie folgt gezeichnet:

Aktionär	Anzahl der gezeichneten Aktien
1. BBDL Finanz S.a r.l.	1 (Komplementärs-) Aktie
2. John Baumann	10 Aktien
3. Edgar Bauschert	10 Aktien
4. Anne Drisler	10 Aktien

Nach der Gründung wurden die Aktien vollständig einbezahlt, so dass der Betrag von dreiunddreißigtausend Euro (EUR 31.000,-) von nun an der Gesellschaft frei zur Verfügung steht welches der unterzeichnete Notars ausdrücklich feststellt.

Übergangsbestimmungen

Das erste Geschäftsjahr beginnt am Gründungstag der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2012.

Die erste Generalversammlung der Aktionäre findet 2013 statt.

Der erste Jahresbericht der Gesellschaft wird mit Datum 31. Dezember 2012 erscheinen.

Kostenschätzung

Die Kosten, Auslagen, Gebühren und Belastungen, welcher Art auch immer, welche von der Gesellschaft zu tragen sind und ihr in Verbindung mit der Gründung entstanden sind, werden auf achthundert Euro (EUR 800,-) geschätzt.

Generalversammlung

Unmittelbar nach der Gründung der Gesellschaft haben die Aktionäre folgendes beschlossen:

I. Der eingetragene Sitz der Gesellschaft befindet sich in 412F, route d'Esch, L-2086 Luxemburg,

II. Die nachfolgende Person wird zum unabhängigen Wirtschaftsprüfer für eine Dauer von einem Jahr bis zum Abhalten der nächsten Jahresgeneralversammlung im Jahre 2012 bestellt:

Die Aktiengesellschaft ERNST & YOUNG, mit Sitz in 7 Rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, eingetragen im Handels- und Firmenregister Luxemburg unter der Nummer B 47.771.

Woraufhin die vorliegende Urkunde in Luxemburg am Datum wie zu Beginn des Dokumentes aufgeführt erstellt wurde.

Nachdem die Urkunde den erschienenen Parteien, die dem Notar alle mit ihrem Nachnamen, Vornamen, nach Personenstand und Wohnsitz bekannt sind, verlesen wurde, haben die erschienenen Personen gemeinsam mit uns, dem Notar, die vorliegende Urkunde unterzeichnet.

Gezeichnet: Francine HERMES, Pierre PROBST.

Enregistré à Diekirch, le 27 juillet 2012. Relation: DIE/2012/8911. Reçu soixante-quinze euros 75,00€

Le Receveur (signé): Tholl.

FUER GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, der Gesellschaft auf Begeh und zum Zwecke der Veröffentlichung im Memorial erteilt.

Ettelbruck, den 2. August 2012.

Référence de publication: 2012100052/460.

(120136977) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2012.

ZithaServices S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2763 Luxembourg, 30, rue Sainte Zithe.

R.C.S. Luxembourg B 149.349.

Auszug aus den Beschlüssen der Aktionärsversammlung vom 10. Mai 2012

Die Mandate der Verwaltungsratsmitglieder, Schwester Michèle, geb. Josette KOEDINGER, Frau Dr. Carine FEDERSPIEL, Herr Guy KOHNEN werden erneuert und erlöschen mit der Aktionärsversammlung über den Jahresabschluss zum 31. Dezember 2012.

Das Mandat wird an den zugelassenen Wirtschaftsprüfer, FIDEWA-CLAR S.A., mit Sitz in L-3364 LEUDELANGE 2-4, rue Château d'Eau, für den Zeitraum von einem Jahr übertragen, und erlischt mit der Aktionärsversammlung über den Jahresabschluss zum 31. Dezember 2012.

Schwester Brigitte Schneiders
Vorsitzende

Référence de publication: 2012100545/16.

(120137280) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2012.

GLL RANRW Holding Alpha, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1229 Luxembourg, 15, rue Bender.

R.C.S. Luxembourg B 170.579.

—
STATUTES

In the year two thousand and twelve,
on the twenty-fifth day of July.

Before Us Maître Martine SCHAEFFER, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, acting in replacement of Maître Jean-Joseph WAGNER, notary, residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg, who will remain depositary of the present original deed,

there appeared:

“GLL Management Company S.à r.l.”, a private limited liability company incorporated in Luxembourg, having its registered office at 15, rue Bender, L1229 Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies register under number R.C.S. B 116.672, acting in its own name but on behalf of “GLL Europa Fonds des Versorgungswerks der RAe NRW FCP-FIS”, a mutual investment fund -specialised investment fund under Luxembourg law, having its registered office at 15, rue Bender, L-1229 Luxembourg, here represented by Maître Tobias Lochen, professionally residing in Luxembourg,

by virtue of a proxy given under private seal dated 23 July 2012.

Said proxy, signed *ne varietur* by the proxyholder of the person appearing and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to state as follows the Articles of incorporation of a private limited liability company (“société à responsabilité limitée”):

Chapter I. Form, Name, Registered office, Object, Duration

1. Form - Corporate name

There is hereby formed a private limited liability company under Luxembourg law under the name "GLL RANRW Holding Alpha" (hereafter referred to as the "Company"), which will be governed by the laws pertaining to such an entity, and in particular by the law of 10th August 1915 on commercial companies as amended from time to time (hereafter referred to as the "Law"), as well as by the present Articles of incorporation (hereafter referred to as the "Articles").

2. Registered office

2.1 The registered office of the Company is established in the City of Luxembourg.

2.2 It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its Shareholders (as defined hereafter) deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

2.3 However, the Sole Manager (as defined hereafter) or, in case of plurality of managers, the Board of Managers (as defined hereafter) of the Company is authorised to transfer the registered office of the Company within the City of Luxembourg.

2.4 Should a situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic or social, which would prevent the normal activity at the registered office of the Company, the registered office of the Company may be temporarily transferred abroad until such time as the situation becomes normalised; such temporary measures will however not have any effect on the nationality of the Company. The decision as to the transfer abroad of the registered office will be made by the Sole Manager (as defined hereafter) or, in case of plurality of managers, the Board of Managers (as defined hereafter).

3. Object

3.1 The purpose of the Company is to (directly or indirectly) acquire, finance, hold and exchange or sell securities of other entities (having legal personality or not) holding properties by way of, among others, the subscription or the acquisition of any securities and rights through participation, contribution, underwriting, firm purchase or option, negotiation or in any other way, and to administrate, develop and manage such holding of interests.

3.2 The Company may provide financial debt instruments in any form whatsoever to the entities in which it holds a direct or indirect interest or which form part of the same group of companies as the Company, such as the loans and guarantees of securities in any kind or form. The Company may borrow in any kind or form and privately issue bonds, notes or similar debt instruments.

3.3 The Company may further use its funds for the acquisition, development, sale, management and/or lease of real estate either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad as well as for any other operations relating to real estate.

3.4 The Company may also carry out any commercial, industrial, financial, movable and immovable operations, which are in direct or indirect relation with its object or which may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

4. Duration

The Company is incorporated for an unlimited period.

Chapter II.- Capital, Shares

5. Share capital

5.1 The corporate capital is fixed at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares with a nominal value one euro (EUR 1.-) each (hereafter referred to as a "Share" and collectively as the "Shares"). The holders of the Shares are together referred to as the "Shareholders".

5.2 In addition to the corporate capital, there may be set up a premium account, into which any premium paid on any Share or any other contribution made without the issuance of Shares is transferred. The amount of said premium account is at the free disposal of the Shareholder(s). The amount of the premium account may be used to make payment for any Shares, which the Company may redeem from its Shareholder(s), to offset any net realized losses, to make distributions to the Shareholder(s) or to allocate funds to the legal reserve.

5.3 All Shares will have equal rights.

5.4 The Company can proceed to the repurchase of its own shares within the limits set by the Law.

6. Shares indivisibility

Towards the Company, the Shares are indivisible, so that only one owner is admitted per Share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

7. Transfer of shares

7.1 In case of a single Shareholder, the Shares held by the single Shareholder are freely transferable.

7.2 In case of plurality of Shareholders, the Shares held by one of the Shareholders are freely transferable to another Shareholder.

7.3 In case of transfer to a non-Shareholder, the Shares held by each Shareholder may be transferred in compliance with the provisions of Articles 189 and 190 of the Law.

7.4 Any transfer of Shares must be recorded by a notarial deed or by a private document and shall not be valid vis-à-vis the Company or third parties until it has been notified to the Company or accepted by it in accordance with Article 190 of the Law.

Chapter III.- Management

8. Management

8.1 The Company is managed by one manager (the "Sole Manager") or managers. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers (the "Board of Managers", each member individually, a "Manager"). The Sole Manager or the members of the Board of Managers, as the case may be, need not be shareholder.

8.2 The Sole Manager or the members of the Board of Managers may be removed at any time by decision of the extraordinary general meeting of the Shareholders taken in compliance with Chapter IV.

8.3 Any decision in connection with the management of the Company shall be taken by the Sole Manager or, in case of plurality of managers, collectively by the Board of Managers in compliance with Article 12.

8.4 Towards third parties, the general power of representation of the Company is granted to the Sole Manager and in case of plurality of managers, to any two Managers as provided by Article 10 of the Articles, and pursuant to Article 191 bis paragraph 5 of the Law, any deed, agreement or generally any document executed in compliance with Articles 8 and 10 of the present Articles are valid and binding vis-à-vis third parties. The exercise of the general power of representation by any two Managers does not require prior approval by the Board of Managers acting collectively.

8.5 The Managers may not, by reason of their mandate, be held personally held liable for any commitments validly made by them in the name of the Company, provided such commitments comply with the Articles and the Law.

Without prejudice to the preceding paragraph, the limitation period for any action that may be brought by the Company against any Manager shall be one year, unless a decision has been taken by shareholders to discharge the Sole Manager or, in case of plurality of managers, the Board of Managers from liabilities in accordance with Article 13.9 before expiry of such one year limitation period, in which case the enforceability of claims against the Managers ceases upon the shareholders granting such discharge.

9. Powers of the sole manager or of the board of managers

9.1 In dealing with third parties, the Sole Manager and in case of plurality of managers, the Board of Managers, without prejudice to Articles 8 and 10 of the present Articles, will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all transactions and other operations consistent with the Company's objects.

9.2 All powers not expressly reserved by law or by the Articles to the general meeting of Shareholders fall within the competence of the Sole Manager or, in case of plurality of managers, the Board of Managers.

10. Representation of the company

Towards third parties, the Company will be bound in all circumstances (i) by the individual signature of the Sole Manager; (ii) in case more than one Manager has been appointed, by the joint signatures of any two Managers; or (iii), as the case may be, by the joint or single signature(s) of any person(s) to whom such signatory power has been validly delegated in accordance with the Articles.

11. Delegation and Agent of the sole manager or of the board of managers

11.1 The Sole Manager or any two Managers in case of plurality of managers may delegate powers for specific tasks to one or more ad hoc agents.

11.2 The Sole Manager or any two Managers in case of plurality of managers will determine any such agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of its agency.

12. Meeting of the board of managers

12.1 In case of a Board of Managers, the meetings of the Board of Managers are convened by any Manager and at the place indicated in the convening notice. Written notice (including via email) of any meeting of the Board is given to all Managers at least forty-eight (48) hours in advance, except in case of emergency, the nature and circumstances of which are set forth in the notice of the meeting.

12.2 No notice is required if all the members of the Board are present or represented and if they state to have full knowledge of the agenda of the meeting. Notice of a meeting may also be waived in writing (including via email or similar electronic transmission) by a Manager, either before or after a meeting. Separate written notices are not required for meetings that are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board, or determined in a prior meeting as documented in the related Board minutes.

12.3 Any Manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing in writing or by telegram, fax, e-mail or letter another Manager as his proxy. A Manager may also appoint by phone another Manager to represent him, which shall be confirmed in writing at a later stage.

12.4 The Board of Managers shall choose from amongst its members a chairman (the "Chairman"). The Chairman shall preside at all meetings of the Board. In his absence or incapacity to act, the Managers present may appoint anyone of them to act as chairman for the purpose of the meeting (chairman pro tempore).

12.5 The Board of Managers can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented. The resolutions by the Board of Managers are validly adopted if approved by the majority of its members.

12.6 The use of video-conferencing equipment and conference call shall be allowed provided that each participating Manager is able to hear and to be heard by all other participating members of the Board of Managers whether or not using this technology, and each so participating Manager shall be deemed to be present and shall be authorised to vote by video or by telephone.

12.7 Written resolutions of the Board of Managers can be validly taken if approved in writing and signed by all the members of the Board of Managers. Such approval may be in a single or in several separate documents sent by fax, e-mail, or by similar means. These resolutions shall have the same effect as resolutions voted at the Board of Managers' meetings, physically held. Written resolutions become valid on the date of the last signature by a Manager or, in case of partially or fully undated signatures, on the date of receipt of the last signed resolutions at the registered office of the Company.

12.8 Votes may also be cast by fax, e-mail, phone or similar means provided in such latter event such vote is confirmed in writing. The minutes signed in accordance with the Articles and documenting the subject vote are considered to be such confirmation in writing.

12.9 The minutes of a meeting of the Board of Managers shall be signed by the Chairman or, in his absence, the chairman pro tempore of the meeting, or at least two members of the Board of Managers present or represented at the meeting. Extracts shall be certified by any Manager or by any person nominated by any Manager or during a meeting of the Board of Managers.

12.10 In case of a Sole Manager, the resolutions of the Sole Manager may be documented in writing.

Chapter IV. General meeting of shareholders

13. Powers of the general meeting of shareholder(s), Constitution and Holding of meetings - Votes

13.1 Resolutions of the shareholders are adopted at a general meeting of shareholders (the "General Meeting") or by way of circular resolutions (the "Shareholders Circular Resolutions").

13.2 Where resolutions are to be adopted by way of Shareholders Circular Resolutions, the text of the resolutions is sent to all the shareholders, in accordance with the Articles. Shareholders Circular Resolutions signed by all the shareholders are valid and binding as if passed at a General Meeting duly convened and held and bear the date of the last signature.

13.3 Each share entitles to one (1) vote.

13.4 The shareholders are convened to General Meetings or consulted in writing at the initiative of any Manager or shareholders representing more than one-half of the share capital.

13.5 Written (including via e-mail) notice of any General Meeting is given to all shareholders at least five (5) days in advance of the date of the meeting, except in case of emergency, the nature and circumstances of which are set forth in the notice of the meeting.

13.6 General Meetings are held at such place and time specified in the notices.

13.7 If all the shareholders are present or represented and consider themselves as duly convened and informed of the agenda of the meeting, the General Meeting may waive the notice requirement.

13.8 A shareholder may grant a written power of attorney to another person, whether or not a shareholder, in order to be represented at any General Meeting.

13.9 Whatever the number of Shareholders, the balance sheet and profit and loss account shall be submitted to the Shareholders for approval who also shall vote specifically as to whether discharge is to be given to the Sole Manager or, in case of plurality of managers, to the Board of Managers.

14. Sole shareholder

14.1 Where the number of shareholders is reduced to one (1), the sole shareholder exercises all powers conferred by the Law to the General Meeting.

14.2 Any reference in the Articles to the shareholders and the General Meeting or to Shareholders Circular Resolutions is to be read as a reference to such sole shareholder or the resolutions of the latter, as appropriate.

14.3 The resolutions of the sole shareholder are recorded in minutes or drawn up in writing.

15. Majorities

15.1 Collective decisions are only validly taken insofar as Shareholders owning more than half of the share capital adopt them. If that figure is not reached at the first meeting or first written consultation, the Shareholders may be convened or consulted a second time, by registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the portion of capital represented.

15.2 Resolutions to alter the Articles may only be adopted by the majority (in number) of the Shareholders owning at least three-quarters of the Company's share capital, in accordance with any provisions of the Law.

15.3 However, the nationality of the Company may be changed and the commitments of its Shareholders may be increased only with the unanimous consent of all the Shareholders and in compliance with any other legal requirement.

Chapter V.- Business year

16. Business year

16.1 The Company's financial year starts on the first day of October and ends on the last day of September of each year.

16.2 At the end of each financial year, the Company's accounts, as well as an inventory indicating the value of the Company's assets and liabilities, are established by the Sole Manager or, in case of plurality of managers, the Board of Managers.

16.3 Each Shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

17. Distribution right of shares

17.1 From the annual net profit of the Company, five per cent shall be deducted and allocated to a legal reserve. That deduction will cease to be mandatory when the amount of the legal reserve reaches one tenth of the Company's share capital.

17.2 The shareholders determine how the balance of the annual net profits is disposed of. It may allocate such balance to the payment of a dividend, transfer such balance to a reserve account or carry it forward.

17.3 The decision to distribute dividends and the determination of the amount of such a distribution will be taken by the general meeting of the Shareholders.

17.4 The Board of Managers or the Sole Manager may, within the limits set forth by the Law and the Articles, decide to pay interim dividends on the basis of a statement of accounts prepared by the Board of Managers or the Sole Manager showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realized profits since the end of the last fiscal year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established by law or by these Articles.

Chapter VI.- Liquidation

18. Causes of dissolution

The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single Shareholder or of one of the Shareholders.

19. Liquidation

19.1 The liquidation of the Company can only be decided if approved by a majority of the Shareholders representing at least three-quarters of the Company's share capital.

19.2 The liquidation will be carried out by one or several liquidators, Shareholders or not, appointed by the Shareholders who shall determine their powers and remuneration.

19.3 A sole Shareholder can decide to dissolve the Company and to proceed to its liquidation, assuming personally the payment of all its assets and liabilities, known or unknown of the Company.

Chapter VII.- Applicable law

20. Applicable law

Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

21. Severability

Should any of the provisions of these Articles be held to be invalid or unenforceable by a body of competent jurisdiction, such provision shall be replaced by a provision which construes or limits the provision held to be invalid or unenforceable to the extent necessary to eliminate such invalidity or unenforceability and which shall be as close as possible to the original intention of the provision held to be invalid or unenforceable. The other provisions of these Articles shall remain in full force and effect.

Transitional provisions

The first accounting year shall begin on the date of the incorporation of the Company and shall terminate on 30th of September 2013.

Subscription - Payment

The capital has been subscribed as follows:

Shares:

GLL Europa Fonds des Versorgungswerks der RAe NRW FCP-FIS	12,500 Shares
Total:	12,500 Shares

All these Shares have been fully paid up, so that the sum of twelve thousand and five hundred Euro (EUR 12,500.-) corresponding to a share capital of twelve thousand and five hundred Euro (EUR 12,500.-) is now available to the Company, as evidenced before the undersigned notary.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, have been estimated at about thousand Euro.

General meeting

Immediately after the incorporation of the Company, GLL Management Company S.à r.l., acting in its own name but on behalf of GLL Europa Fonds des Versorgungswerks der RAe NRW FCP-FIS, representing the entirety of the subscribed capital and exercising the powers devolved to the general meeting of Shareholders, passed the following resolutions:

1) The number of Managers is three (3).

2) The following are appointed as Managers of the Company for a period ending with the Annual General Meeting approving the annual accounts of the Company for the first financial period:

- Mr. Jörg Fuchs, born on 22 June 1971 in Illingen/Saar, having his professional address at 15, rue Bender, L-1229 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

- Mr. Alexander Kratzel, born on 3 January 1971 in München, having his professional address at Lindwurmstraße 76, D-80337 München, Germany;

- GLL Services Luxembourg S.à r.l., a private limited liability company under Luxembourg law, having its registered office at 15, rue Bender, L-1229 Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies register under number RCS B 165.993.

3) The Company shall have its registered office at 15, rue Bender, L1229 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a German version. On request of the same appearing parties and in case of divergences between the English and the German text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, he signed together with Us notary the present original deed.

Follows the German translation of the preceding deed:

Im Jahre zweitausendzwoölf,
am fünfundzwanzigsten Juli.

Vor Uns Notarin Martine SCHAEFFER, mit Amtssitz in Luxemburg (Großherzogtum Luxemburg), in Vertretung von Notar Jean-Joseph WAGNER, mit Amtssitz in Sassenheim (Großherzogtum Luxemburg), welch Letzterem gegenwärtige Urkunde verbleibt,

ist erschienen:

die Gesellschaft „GLL Management Company S.à r.l.“, eine société à responsabilité limitée, gegründet und bestehend nach Luxemburger Recht, mit Sitz in 15, rue Bender, L-1229 Luxembourg, eingetragen im Luxemburger Handelsregister unter der Nummer R.C.S. B 116.672, handelnd im eigenen Namen und für Rechnung des „GLL Europa Fonds des „Versorgungswerks der RAe NRW FCP-FIS“, hier vertreten durch Herrn Tobias Lochen, Rechtsanwalt, mit beruflicher Anschrift in Luxemburg,

gemäß privatschriftlicher Vollmacht, ausgestellt am 23. Juli 2012.

Die Vollmacht bleibt nach Unterzeichnung ne varietur durch den Bevollmächtigten und die unterzeichnete Notarin der gegenwärtigen Urkunde als Anlage beigelegt, um mit derselben registriert zu werden.

Die Erschienene, vertreten wie oben angezeigt, ersucht die unterzeichnete Notarin, die Satzung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung, die sie hiermit gründet, wie folgt zu beurkunden:

Kapitel I. Form, Firma, Sitz, Zweck, Dauer

1. Form - Firma

Hiermit wird eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung nach Luxemburger Recht unter der Firma "GLL RANRW Holding Alpha" (nachstehend die "Gesellschaft") gegründet, die dem auf eine solche Einheit anwendbaren Recht, insbesondere dem Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner jeweils aktuell gültigen Fassung (nachstehend das "Gesetz"), sowie dieser Satzung (nachstehend die "Satzung") unterliegt.

2. Sitz

2.1 Sitz der Gesellschaft ist Luxemburg-Stadt.

2.2 Er kann durch Beschluss einer außerordentlichen Hauptversammlung der Anteilhaber (gemäß nachstehender Definition) gemäß dem für Satzungsänderungen geltenden Verfahren an einen anderen Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden.

2.3 Jedoch ist der Alleingeschäftsführer (gemäß nachstehender Definition) oder, im Falle einer Mehrheit von Geschäftsführern, der Vorstand (gemäß nachstehender Definition) der Gesellschaft, berechtigt den Gesellschaftssitz innerhalb Luxemburg-Stadt zu verlegen.

2.4 Sofern außergewöhnliche Ereignisse militärischer, politischer, wirtschaftlicher oder sozialer Natur eintreten oder vorhersehbar sind, die die Gesellschaft in ihrer Tätigkeit am Gesellschaftssitz behindern, kann der Sitz der Gesellschaft vorübergehend bis zur Normalisierung der Verhältnisse in ein anderes Land verlegt werden; eine solche vorübergehende Maßnahme berührt die Nationalität der Gesellschaft nicht. Der Beschluss zur Verlegung des Gesellschaftssitzes in ein anderes Land wird vom Alleingeschäftsführer (gemäß nachstehender Definition) oder, im Falle einer Mehrzahl von Geschäftsführern, vom Vorstand (gemäß nachstehender Definition) gefasst.

3. Zweck

3.1 Zweck der Gesellschaft ist der (direkte oder indirekte) Erwerb, die Finanzierung, das Halten und der Austausch oder der Verkauf von Wertpapieren anderer Einheiten (mit oder ohne Rechtspersönlichkeit), die im Wege unter anderem der Zeichnung oder des Erwerbs von Wertpapieren und Rechten durch Beteiligungen, Einlagen, Übernahme, Unternehmenskäufe oder Kaufoption, Verhandlung oder auf andere Weise, halten um das Halten solcher Anteile zu verwalten, zu entwickeln und zu führen.

3.2 Die Gesellschaft kann den Einheiten, an denen sie direkte oder indirekte Beteiligungen hält oder die Teil derselben Unternehmensgruppe wie die Gesellschaft sind, Schuldtitel in jeglicher Form ausstellen, wie z.B. über die Bereitstellung von Krediten und die Gewährung von Bürgschaften von Wertpapieren in jeglicher Art und Form. Die Gesellschaft kann in jeglicher Art und Form und privat Anleihen, Schuldverschreibungen oder ähnlichen Schuldurkunden leihen.

3.3 Ferner kann die Gesellschaft ihre Mittel für den Ankauf, die Entwicklung, den Verkauf, die Verwaltung und / oder die Verpachtung von Immobilien entweder im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland sowie für sonstige Maßnahmen im Zusammenhang mit Immobilien nutzen.

3.4 Die Gesellschaft kann außerdem alle sonstigen kommerziellen, industriellen, finanziellen, auf Mobilien oder Immobilien bezogene Operationen durchführen, die in direktem oder indirektem Zusammenhang mit ihrem Zweck stehen bzw. welche sie als nützlich für die Erfüllung und Entwicklung ihres Zwecks erachtet.

4. Dauer

Die Gesellschaft ist auf unbestimmte Dauer gegründet.

Kapitel II.- Kapital, Anteile

5. Gesellschaftskapital

5.1 Das Gesellschaftskapital beträgt zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12,500.-) aufgeteilt in zwölftausendfünfhundert (12.500) Anteile mit einem Nennwert von je einem Euro (EUR 1.-) (nachstehend einzeln als "Anteil" und gemeinsam als "Anteile" bezeichnet). Die Inhaber der Anteile werden gemeinsam als "Anteilhaber" bezeichnet.

5.2 Zusätzlich zum Gesellschaftskapital kann ein Agiokonto eingerichtet werden, in welches der auf einen Anteil bezahlte Ausgabeaufschlag oder jede andere Zahlung, für die keine Anteile ausgegeben wurden, eingezahlt wird. Der Betrag auf dem genannten Agiokonto steht zur freien Verfügung der Anteilhaber. Der Betrag auf dem Agiokonto kann zur Auszahlung von Anteilen, welche die Gesellschaft von ihren Anteilhabern zurücknimmt, zum Ausgleich von realisierten Nettoverlusten, für Ausschüttungen an Anteilhaber oder zur Zuordnung von Kapital zur rechtlichen Reserve genutzt werden.

5.3 Jeder Anteil berechtigt zur Ausübung gleicher Rechte.

5.4 Die Gesellschaft kann im Rahmen der gesetzlichen Bestimmungen ihre eigenen Anteile zurückkaufen.

6. Unteilbarkeit der Anteile

Gegenüber der Gesellschaft sind die Anteile der Gesellschaft unteilbar, da nur ein Eigentümer pro Anteil zugelassen ist. Miteigentümer müssen eine einzige Person als ihren Vertreter gegenüber der Gesellschaft bestimmen.

7. Übertragung von Anteilen

7.1 Existiert nur ein einziger Anteilhaber, so sind die von dem einzigen Anteilhaber gehaltenen Anteile der Gesellschaft frei übertragbar.

7.2 Existieren mehrere Anteilhaber, so können die von einem Anteilhaber gehaltenen Anteile frei auf einen anderen Anteilhaber übertragen werden.

7.3 Im Falle einer Übertragung an Nicht-Anteilhaber, können die von einem Anteilhaber gehaltenen Anteile in Anwendung der Voraussetzungen von Artikel 189 und 190 des Gesetzes übertragen werden.

7.4 Jede Übertragung von Anteilen muss notariell oder privatschriftlich beurkundet werden und ist gegenüber der Gesellschaft oder dritten Parteien erst dann bindend, wenn sie gemäß Artikel 190 des Gesetzes der Gesellschaft mitgeteilt oder von der Gesellschaft angenommen worden ist.

Kapitel III.- Geschäftsführung

8. Geschäftsführung

8.1 Die Geschäfte der Gesellschaft werden durch einen Geschäftsführer (der "Alleingeschäftsführer") oder mehrere Geschäftsführer geführt. Sind mehrere Geschäftsführer ernannt worden, so bilden sie einen Vorstand (der "Vorstand", jedes Mitglied einzeln, ein "Geschäftsführer"). Der Alleingeschäftsführer beziehungsweise die Mitglieder des Vorstands müssen nicht Anteilhaber sein.

8.2 Der Alleingeschäftsführer oder die Mitglieder des Vorstands können jederzeit durch Beschluss der Hauptversammlung der Anteilhaber gemäß Kapitel IV abberufen werden.

8.3 Entscheidungen im Zusammenhang mit der Geschäftsführung der Gesellschaft werden durch den Alleingeschäftsführer beziehungsweise durch den Vorstand gemäß Artikel 12 getroffen.

8.4 Der Alleingeschäftsführer beziehungsweise, im Fall der Mehrzahl der Geschäftsführer, zwei Geschäftsführer, können die Gesellschaft gegenüber Dritten gemäß Artikel 10 der Satzung und Artikel 191 bis Absatz 5 des Gesetzes vertreten; Urkunden, Verträge oder andere Dokumente, die gemäß Artikel 8 und 10 dieser Satzung ausgefertigt wurde, sind gegenüber Dritten wirksam und bindend. Die Ausübung der Vertretungsmacht durch zwei Geschäftsführer erfordert nicht die vorherige Zustimmung des Vorstands.

8.5 Die Geschäftsführer können nicht wegen ihres Mandats für Verpflichtungen, die sie im Namen der Gesellschaft eingegangen sind, persönlich haftbar gemacht werden, vorausgesetzt diese Verpflichtungen stehen mit der Satzung und dem Gesetz in Einklang.

Unbeschadet des vorangehenden Absatzes beträgt die Verjährungsfrist für jeden Rechtsstreit, der von der Gesellschaft gegen einen Geschäftsführer geführt werden kann, ein Jahr, sofern nicht eine Entscheidung der Anteilhaber zur Entlastung des Alleingeschäftsführers oder, im Falle von mehreren Geschäftsführern, des Vorstandes, von Verbindlichkeiten in

Übereinstimmung mit Artikel 13.9 vor Ablauf dieser einjährigen Verjährungsfrist getroffen wurde; hierdurch endet die Durchsetzbarkeit von Ansprüchen gegen die Geschäftsführer in Bezug auf die Anteilhaber, die eine solche Entlastung erteilt haben.

9. Befugnisse des alleingeschäftsführers und des Vorstandes

9.1 Im Umgang mit Dritten, wird der Alleingeschäftsführer und, im Falle von mehreren Geschäftsführern, der Vorstand, unbeschadet der Artikel 8 und 10 der vorliegenden Satzung, alle Befugnisse haben, um im Namen der Gesellschaft unter allen Umständen zu handeln und alle Rechtsgeschäfte und sonstigen Handlungen im Einklang mit den Zielen der Gesellschaft auszuführen und zu genehmigen.

9.2 Alle Befugnisse, die nicht ausdrücklich durch Gesetz oder durch die Satzung der Hauptversammlung der Anteilhaber vorbehalten sind, fallen in die Zuständigkeit des Alleingeschäftsführers oder, im Falle einer Mehrzahl von Geschäftsführern, des Vorstandes.

10. Vertretung der gesellschaft

Gegenüber Dritten wird die Gesellschaft unter allen Umständen (i) durch die alleinige Unterschrift des Alleingeschäftsführers; (ii) im Falle, dass mehr als ein Geschäftsführer ernannt wurden, durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Geschäftsführern; oder (iii), ggf., durch die gemeinsame(n) oder einzelne(n) Unterschrift(en) einer oder mehrerer Person(en), der/denen eine solche Zeichnungsbefugnis wirksam in Übereinstimmung mit der Satzung übertragen wurde.

11. Delegation und Vertretung des alleingeschäftsführers oder des vorstands

11.1 Der Alleingeschäftsführer beziehungsweise zwei Geschäftsführer im Falle der Mehrzahl der Geschäftsführer können im Rahmen seiner beziehungsweise ihrer Befugnis bestimmte Aufgaben an einzelne Vertreter delegieren.

11.2 Der Alleingeschäftsführer oder zwei Geschäftsführer im Falle der Mehrzahl der Geschäftsführer, bestimmen die Aufgaben und gegebenenfalls die Vergütung des Vertreters, sowie die Dauer der Vertretungsmacht und weitere Bedingungen der Ausübung der Vertretungsmacht.

12. Sitzung des Vorstandes

12.1 Im Falle eines Vorstandes werden die Sitzungen des Vorstandes von jedem Geschäftsführer und an dem in der Einberufungsbekanntmachung angegebenen Ort einberufen. Allen Geschäftsführern wird jede Vorstandssitzung mindestens achtundvierzig (48) Stunden im Voraus schriftlich (einschließlich per E-Mail) mitgeteilt, außer in Notfällen, deren Art und Umstände in der Einberufungsbekanntmachung dargelegt sind.

12.2 Eine Ankündigung ist nicht erforderlich, wenn alle Mitglieder des Vorstandes anwesend oder vertreten sind und wenn sie erklären, volle Kenntnis der Tagesordnung der Sitzung zu haben. Auf die Bekanntmachung einer Sitzung kann auch schriftlich (auch per E-Mail oder einer ähnlichen elektronischen Übermittlung) von einem Geschäftsführer, entweder vor oder nach einer Sitzung verzichtet werden. Gesonderte schriftliche Ankündigungen sind nicht erforderlich für Sitzungen, die zu Zeiten und an Orten gehalten werden, die in einem zuvor vom Vorstand angenommen Sitzungsplan angegeben wurden, oder in einer früheren Sitzung festgelegt wurden wie in dem entsprechenden Protokoll festgehalten.

12.3 Jeder Geschäftsführer kann bei jeder Sitzung des Vorstands durch die Ernennung, die schriftlich oder per Telegramm, Telefax, Email oder Brief erfolgen kann, eines anderen Geschäftsführers als seines Vertreters, handeln. Ein Geschäftsführer kann auch einen anderen Geschäftsführer per Telefon zu seinem Vertreter ernennen, wobei dies zu einem späteren Zeitpunkt schriftlich zu bestätigen ist.

12.4 Der Vorstand wählt aus seiner Mitte einen Vorsitzenden (der "Vorsitzende"). Der Vorsitzende führt bei allen Sitzungen des Vorstandes den Vorsitz. In seiner Abwesenheit oder Handlungsunfähigkeit können die anwesenden Geschäftsführer jeden von ihnen dazu ernennen, als Vorsitzender für den Zweck der betreffenden Sitzung ("Vorsitzender pro tempore") zu handeln.

12.5 Der Vorstand ist nur dann beschluss- und handlungsfähig, wenn die Mehrheit seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist. Beschlüsse des Vorstandes werden mit einfacher Mehrheit seiner Mitglieder angenommen.

12.6 Der Einsatz von Videokonferenzen und Telefonkonferenzen ist gestattet, sofern jeder teilnehmende Geschäftsführer alle anderen teilnehmenden Geschäftsführer hören kann und von allen anderen teilnehmenden Geschäftsführern gehört werden kann, unabhängig davon, ob dabei diese Technologie verwendet wird oder nicht, und jeder so teilnehmende Geschäftsführer gilt als anwesend und ist befugt, per Video oder Telefon abzustimmen.

12.7 Beschlüsse können wirksam schriftlich gefasst werden, wenn sie von allen Geschäftsführern angenommen und unterzeichnet werden. Eine solche Annahme kann in einem einzigen Dokument oder in mehreren separaten Dokumenten, die den gleichen Inhalt haben und von allen Mitgliedern des Vorstands unterzeichnet sind, erfolgen. Solche Dokumente können durch Telefax, Email oder ähnliche Mittel übermittelt werden. Schriftliche Beschlüsse werden an dem Tag der letzten Unterschrift eines Geschäftsführers oder, im Falle von teilweise oder vollständig undatierten Unterschriften, am Tag des Eingangs der letzten Unterschrift am Geschäftssitz der Gesellschaft gültig.

12.8 Stimmen können auch per Telefax, Email, Telefon oder ähnlichen Mitteln abgegeben werden, sofern sie im Nachhinein schriftlich bestätigt werden. Das in Übereinstimmung mit der Satzung unterzeichnete Protokoll, das die Abstimmung dokumentiert, wird als Bestätigung in schriftlicher Form angesehen.

12.9 Das Protokoll einer Sitzung des Vorstands wird von dem Vorsitzenden oder, in seiner Abwesenheit, von dem Vorsitzenden pro tempore der Sitzung, oder von zumindest zweien der bei der Sitzung anwesenden oder vertretenen Geschäftsführern unterzeichnet. Auszüge aus dem Protokoll dürfen von einem Geschäftsführer oder von einer Person, die durch einen Geschäftsführer oder eine Vorstandssitzung ernannt wurde, beglaubigt werden.

12.10 Im Falle eines Alleingeschäftsführers werden die Beschlüsse dieses Alleingeschäftsführers schriftlich festgehalten.

Kapitel IV. Hauptversammlung der Anteilhaber

13. Befugnisse der Hauptversammlung der Anteilhaber, Aufbau und abhalten von Versammlungen, Stimmen

13.1 Die Beschlüsse der Anteilhaber werden in einer Hauptversammlung der Anteilhaber (die "Hauptversammlung") oder durch Umlaufbeschlüsse (die "Umlaufbeschlüsse der Anteilhaber") verabschiedet.

13.2 Wenn Beschlüsse im Wege des Umlaufverfahrens angenommen werden, wird der Text der Beschlüsse in Übereinstimmung mit der Satzung an alle Anteilhaber gesendet. Umlaufbeschlüsse, die von allen Anteilhaber unterzeichnet wurden entfalten die gleiche Wirksamkeit und Bindung wie bei einer ordnungsgemäß einberufenen und abgehaltenen Hauptversammlung getroffene Beschlüsse und tragen das Datum der letzten Unterschrift.

13.3 Jeder Anteil berechtigt zu einer (1) Stimme.

13.4 Die Anteilhaber werden zu Hauptversammlungen einberufen oder auf Initiative eines Geschäftsführers oder auf Initiative von Anteilhabern, welche mehr als die Hälfte des Grundkapitals repräsentieren, schriftlich konsultiert.

13.5 Schriftliche (inklusive via E-Mail) Mitteilung über jede Hauptversammlung ist an alle Anteilhaber mindestens fünf (5) Tage vor dem Termin der Sitzung erforderlich, außer in Notfällen, deren Art und Umstände, in der Bekanntmachung darzulegen sind.

13.6 Hauptversammlungen werden an dem Ort und zu der Zeit abgehalten, die in den Bekanntmachungen festgelegt sind.

13.7 Wenn alle Anteilhaber anwesend oder vertreten sind und sich selbst als ordnungsgemäß einberufen und sich über die Tagesordnung der Versammlung informiert erachten, kann die Hauptversammlung die vorherige Einberufung für obsolet erklären.

13.8 Ein Anteilhaber kann einer anderen Person, die Anteilhaber sein kann aber nicht sein muss, eine schriftliche Vollmacht erteilen, um sich bei einer Hauptversammlung vertreten zu lassen.

13.9 Unabhängig von der Zahl der Anteilhaber muss jedem Anteilhaber die Bilanz und die Gewinn- und Verlustrechnung zur Genehmigung vorgelegt werden; die Anteilhaber stimmen darüber ab, ob der Alleingeschäftsführer oder, im Falle einer Mehrzahl an Geschäftsführern, der Vorstand, entlastet wird.

14. Alleiniger Anteilhaber

14.1 Ist die Zahl der Anteilhaber auf einen (1) reduziert, übt der alleinige Anteilhaber sämtliche Befugnisse aus, die durch das Gesetz an die Hauptversammlung übertragen wurden.

14.2 Jede Bezugnahme in der Satzung auf die Anteilhaber und die Hauptversammlung oder die Umlaufbeschlüsse wird als eine Bezugnahme auf einen solchen alleinigen Anteilhaber oder ggf. dessen Beschlüsse gelesen.

14.3 Die Beschlüsse des alleinigen Anteilhabers werden protokolliert oder schriftlich abgefasst.

15. Mehrheiten

15.1 Mehrheitsbeschlüsse sind nur dann rechtsgültig getroffen, sofern sie von Anteilhabern gebilligt werden, die gemeinsam mehr als die Hälfte des Anteilskapitals innehaben. Wenn diese Zahl nicht bei der ersten Versammlung oder der ersten schriftlichen Beratung erreicht wird, können die Anteilhaber ein zweites Mal mittels Einschreibens einberufen oder konsultiert werden; Beschlüsse werden in diesem Fall mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen getroffen und unabhängig von der Quote des Kapitals, das die zustimmenden Anteilhaber gemeinsam innehaben.

15.2 Die Abänderung der Satzung oder die Auflösung der Gesellschaft können jedoch nur durch eine Mehrheit der Anzahl der Anteilhaber, welche mindestens drei Viertel des Gesellschaftskapitals innehaben, gemäß den Bestimmungen des Gesetzes beschlossen werden.

15.3 Eine Änderung der Staatszugehörigkeit der Gesellschaft und die Erhöhung der Beiträge der Anteilhaber kann nur einstimmig gemäß den Bestimmungen des Gesetzes beschlossen werden.

Kapitel V.- Geschäftsjahr

16. Geschäftsjahr

16.1 Das Geschäftsjahr beginnt am ersten Oktober und endet am dreißigsten September eines jeden Jahres.

16.2 Zum Ende des Geschäftsjahres erstellt der Alleingeschäftsführer oder, im Fall der Mehrzahl von Geschäftsführern, der Vorstand den Jahresabschluss sowie eine Bestandsliste, die den Wert der Aktiva und Passiva der Gesellschaft aufzeigt.

16.3 Jeder Anteilhaber kann die obengenannte Bestandsliste und den Jahresabschluss am Geschäftssitz der Gesellschaft einsehen.

17. Gewinnverteilung

17.1 Von dem jährlichen Reingewinn der Gesellschaft werden fünf Prozent (5%) der gesetzlich vorgesehenen Rücklage zugewiesen. Diese Verpflichtung entfällt sobald und solange diese Rücklage die Höhe von zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals erreicht.

17.2 Die Anteilhaber bestimmen über die Verwendung des jährlichen Nettogewinns. Sie können diesen zur Dividendenausschüttung verwenden, auf ein Rücklagenkonto übertragen oder als Gewinn vortragen.

17.3 Die Entscheidung, Dividenden auszuschütten und die Bestimmung der Höhe einer solchen Ausschüttung werden von der Hauptversammlung der Anteilhaber getroffen.

17.4 Der Alleingeschäftsführer oder der Vorstand kann unter Einhaltung der Bestimmungen des Gesetzes und dieser Satzung beschließen, Abschlagsdividenden auf der Basis eines von dem Alleingeschäftsführer oder dem Vorstand erstellten vorläufigen Abschlusses auszuzahlen, aus dem hervorgeht, dass ausreichende Finanzmittel zur Ausschüttung vorhanden sind, wobei die auszuschüttenden Finanzmittel nicht die Summe der erzielten Gewinne seit dem Ende des letzten Geschäftsjahres erhöht um den Gewinnvortrag und die ausschüttbaren Rücklagen, jedoch abzüglich des Verlustvortrages und der Summen, die aufgrund einer gesetzlichen oder einer satzungsmäßigen Verpflichtung den Rücklagen zuzuschreiben sind, überschreiten dürfen.

Kapitel VI.- Liquidation

18. Gründe für die Auflösung

Die Gesellschaft erlischt nicht durch den Tod, die Aufhebung der Bürgerrechte, die Zahlungsunfähigkeit oder die Insolvenz des alleinigen Anteilhabers oder eines der Anteilhaber.

19. Liquidation

19.1 Die Gesellschaft kann jeder Zeit durch Beschluss der Versammlung der Anteilhaber, welcher von mindestens einer Mehrheit von drei Vierteln des Gesellschaftskapitals gefasst wird, aufgelöst werden.

19.2 Die Liquidation wird durch einen oder mehrere durch die Anteilhaber ernannte Liquidatoren durchgeführt, die Anteilhaber oder andere (natürliche oder juristische) Personen sein können und deren Befugnisse und Vergütung durch die Anteilhaber festgelegt werden.

19.3 Ein einzelner Anteilhaber kann die Auflösung der Gesellschaft bestimmen und die Liquidation einleiten, sofern er persönlich all seine Vermögenswerte und Verbindlichkeiten, die der Gesellschaft bekannt oder unbekannt sind, bezahlt.

Kapitel VII.- Anwendbares recht

20. Anwendbares recht

Auf alle Fragen, die nicht durch die gegenwärtige Satzung geregelt werden, findet das Gesetz Anwendung.

21. Salvatorische klausel

Sollte eine der Bestimmungen dieser Satzung von einer zuständigen gerichtlichen Stelle für unwirksam oder nicht durchsetzbar erklärt werden, so wird diese Bestimmung durch eine andere Bestimmung ersetzt, die die für ungültig oder nicht durchsetzbar gehaltene Bestimmung dahingehend auslegt und begrenzt, dass eine solche Ungültigkeit oder ein Mangel der Durchsetzbarkeit beseitigt wird und die so weit wie möglich der ursprünglichen Absicht der für ungültig oder nicht durchsetzbar gehaltenen Bestimmung entspricht. Die anderen Bestimmungen dieser Satzung bleiben in vollem Umfang in Kraft.

Übergangsbestimmungen

Das erste Geschäftsjahr beginnt am Tage der Gesellschaftsgründung und endet am 30. September 2013.

Zeichnung - Zahlung

Das Kapital wurde wie folgt gezeichnet:

Anteile:

Anteile: GLL Europa Fonds des Versorgungswerks der RAe NRW FCP-FIS	12.500 Anteile
Gesamt:	12.500 Anteile

Diese Anteile wurden voll einbezahlt, sodass der Betrag von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-) entsprechend einem Anteilkapital von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-) nunmehr der Gesellschaft zur Verfügung steht, wie vor der unterzeichneten Notarin nachgewiesen wurde.

Geschätzte Kosten

Die Kosten, Aufwendungen, Gebühren und Auslagen in jedweder Form, die in Verbindung mit der Gesellschaftsgründung von der Gesellschaft zu tragen sind oder ihr in Rechnung gestellt werden, werden auf etwa tausend Euro geschätzt.

Hauptversammlung

Unmittelbar nach Gründung der Gesellschaft, fasst GLL Management Company S.à r.l., handelnd im eigenen Namen und für Rechnung des GLL Europa Fonds des Versorgungswerks der RAe NRW FCP-FIS, die die Gesamtheit des gezeichneten Kapitals repräsentiert und die Befugnisse der Versammlung der Anteilhaber ausübt, folgende Beschlüsse:

- 1) Die Zahl der Vorstandsmitglieder wird auf drei (3) festgesetzt.
- 2) Zu Geschäftsführern werden folgende Personen, für einen Zeitraum, der mit der jährlichen Hauptversammlung, die die Jahresabschlüsse der Gesellschaft für das erste Geschäftsjahr billigt, ernannt:
 - Herr Jörg Fuchs, geboren am 22. Juni 1971 in Illingen/Saar, mit Geschäftsanschrift 15, rue Bender, L-1229 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg;
 - Herr Alexander Kratzel, geboren am 3. Januar 1971 in München, mit Geschäftsanschrift Lindwurmstraße 76, D-80337 München, Deutschland;
 - GLL Services Luxembourg S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung unter luxemburgischem Recht mit Gesellschaftssitz 15, rue Bender, L-1229 Luxemburg, beim Luxemburger Handels- und Firmenregister registriert unter Nummer RCS B 165.993.
- 3) Zum Gesellschaftssitz wird 15, rue Bender, L-1229 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg bestimmt.

Erklärung

Die unterzeichnete Notarin, die Englisch versteht und spricht, erklärt hiermit, dass die vorliegende Urkunde auf Wunsch der oben genannten erschienenen Partei in englischer Sprache verfasst wurde und ihr eine deutsche Version beigefügt ist. Auf Wunsch derselben erschienenen Partei soll bei Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text die englische Fassung maßgeblich sein.

WORÜBER, die vorliegende Urkunde in Luxemburg am eingangs des vorliegenden Dokuments angegebenen Datum aufgesetzt wurde.

Und nach Verlesung und Erklärung alles Vorstehenden gegenüber dem erschienenen Bevollmächtigten, hat letzterer mit Uns, der amtierenden Notarin, gemeinsam die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: T. LOCHEN, M. SCHAEFFER.

Einregistriert zu Esch/Alzette A.C., am 31. Juli 2012. Relation: EAC/2012/10238. Erhalten fünfundsiebzig Euro (75,- EUR).

Der Einnehmer (gezeichnet): SANTIONI.

Référence de publication: 2012100135/561.

(120137194) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2012.

E-Clipse Promotions S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7516 Rollingen, 1, rue Belle-Vue.

R.C.S. Luxembourg B 132.282.

Je soussigné, Johan Eric VROLIJK, né le 18 juin 1959 à s-Gravenhage, Pays Bas et demeurant professionnellement au 1, Camping Krounebiërg, à L-7572 Mersch, Luxembourg, démissionne de mon mandat comme gérant de la société E-clipse Promotions sarl, 1, rue Belle Vue, L-7516 Rollingen, avec nr. RCS. B-132 282 et ce avec effet au 1^{er} janvier 2011.
J.E. Vrolijk.

Référence de publication: 2012100577/11.

(120137787) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2012.

Xella Topco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 12, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 156.305.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations. Luxembourg, le 2 août 2012.

Référence de publication: 2012100539/10.

(120137620) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2012.

Yeoman Capital S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel.
R.C.S. Luxembourg B 131.609.

Les comptes annuels de la société au 29 février 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société
Un mandataire*

Référence de publication: 2012100540/12.

(120137611) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2012.

ZithaSenior S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2763 Luxembourg, 30, rue Sainte Zithe.
R.C.S. Luxembourg B 122.345.

Le bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 3 août 2012.

Référence de publication: 2012100544/10.

(120137310) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2012.

Activa Sicav, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 162.269.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 06 août 2012.

*Pour ACTIVA SICAV
ANDBANK ASSET MANAGEMENT LUXEMBOURG
Agent Domiciliaire*

Référence de publication: 2012100621/13.

(120138282) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 août 2012.

ZithaServices S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2763 Luxembourg, 30, rue Sainte Zithe.
R.C.S. Luxembourg B 149.349.

Le bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 3 août 2012.

Référence de publication: 2012100546/10.

(120137309) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2012.

ZEN INVEST Spf S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1232 Howald, 6, rue Ernest Beres.
R.C.S. Luxembourg B 90.389.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012100549/10.

(120137419) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2012.

26 Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8030 Strassen, 163, rue du Kiem.
R.C.S. Luxembourg B 120.962.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour 26 INVESTMENTS S.A.

Référence de publication: 2012100550/10.

(120137086) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2012.

CS Strategic Associates V, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 47, avenue John F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 161.848.

Extrait des résolutions adoptées par le conseil de gérance de la Société le 31 juillet 2012

Le conseil de gérance de la Société a décidé de transférer le siège social de la Société du 6, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg, au 47, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg avec effet au 31 juillet 2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2012100571/14.

(120137760) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2012.

A.P. Management Solutions S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6131 Junglinster, Zone Industrielle Langwies.
R.C.S. Luxembourg B 114.604.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012100593/10.

(120138505) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 août 2012.

Accipiter Holdings (Luxembourg), Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 111.499.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012100595/9.

(120138550) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 août 2012.

CS Strategic Partners V Feeder S.C.A., SICAV-FIS, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 47, avenue John F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 161.876.

Extrait des résolutions adoptées par le conseil de gérance de CS Strategic Associates V, S.à r.l. agissant au nom et pour le compte de la Société le 31 juillet 2012

Le conseil de gérance de CS Strategic Associates V, S.à r.l. a décidé de transférer le siège social de la Société du 6, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg, au 47, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg avec effet au 31 juillet 2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2012100572/15.

(120137747) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2012.

E-Clipse Promotions S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7516 Rollingen, 1, rue Belle-Vue.

R.C.S. Luxembourg B 132.282.

Je soussigné, E.J.W. VROLIJK-Bergman, née le 13-08-1962 à Haarlem, Pays Bas et demeurant professionnellement au 8, rue de Bois, L-6314 Beaufort, Luxembourg, démissionne de mon mandat comme gérant de la société E-clipse Promotions sarl, 1, rue Belle Vue, L-7516 Rollingen, avec nr. RCS. B-132 282 et ce avec effet au 1^{er} janvier 2011.

E.J.W. Vrolijk-Bergman.

Référence de publication: 2012100578/11.

(120137789) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2012.

Kalisto Finance S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 78.153.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait

Il résulte d'un jugement en date-du 12 juillet 2012 rendu par le Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, 6^{ème} Chambre, siégeant en matière commerciale, que les opérations de liquidation de la société anonyme KALISTO FINANCE S.A, ayant eu son siège social d'après ses statuts à L-2310 Luxembourg, 54, avenue Pasteur, actuellement son siège social connu, inscrite au registre du commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B78153 a été déclarée closes pour absence d'actif.

Pour copie conforme

Pour la société en liquidation

Me Tania HOFFMANN

Le liquidateur / AVOCAT À LA COUR

Référence de publication: 2012100583/17.

(120137860) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2012.

MJBS S.C.I., Société Civile Immobilière.

Siège social: L-4347 Esch-sur-Alzette, 33, rue Dr Michel Welter.

R.C.S. Luxembourg E 4.739.

Art. 4. Le siège social est établi à Esch/sur/Alzette

Art. 5. Les mille (1000) parts d'intérêts sont réparties comme suit:

1. Monsieur Jacques BOITARD, 125 parts
 2. Madame Monique BOITARD, 873 parts
 3. Madame Catherine BOITARD, 1 part
 4. Monsieur Jean-Pierre SALOMON, 1 part
- TOTAL: MILLE PARTS D'INTERETS (1000 parts)

Esch/sur/Alzette, le 03.08.2012.

Catherine BOITARD

La gérante

Référence de publication: 2012100586/17.

(120137793) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2012.

A.N. International S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 35, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 153.257.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société
Un mandataire*

Référence de publication: 2012100592/11.

(120138632) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 août 2012.

Abacom S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3835 Schifflange, 39, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 137.378.

Les comptes annuels au 31/12/2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012100620/9.

(120138503) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 août 2012.

Andbanc Asset Management Luxembourg, Société Anonyme.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 147.174.

Le bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 03 août 2012.

Andbanc Asset Management Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2012100600/11.

(120138195) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 août 2012.

Soprel Group Enterprises S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 78.795.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire tenue le 29 juin 2012:

1. L'Assemblée décide d'accepter la démission de Monsieur Pierre-Laurent RIVARA de ses fonctions d'administrateur de la société.

2. L'Assemblée décide de nommer en tant que nouvel administrateur, la société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, Fiduciaire ECCA, immatriculée au RCS Luxembourg sous le numéro B 131.089, domiciliée au 182 route d'Arlon L-8010 Strassen, et représentée par son gérant unique, Monsieur Guillaume BERNARD, domicilié professionnellement au 182 route d'Arlon, L-8010 Strassen.

Son mandat viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée Générale annuelle qui se tiendra en 2017.

Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012100588/17.

(120137698) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2012.

Aéro St Exupéry Company, Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 116.004.

Le bilan au 31/12/2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 août 2012.

Référence de publication: 2012100594/10.

(120138733) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 août 2012.

Alpha Fund, S.C.A., SICAV-SIF, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 134.597.

Il résulte de la décision prise par résolution circulaire en date du 22 Décembre 2011 par le Conseil de Gérance du Fonds que le siège social du Fonds est transféré du 69 Route d'Esch L-1470 Luxembourg au 20 Boulevard Emmanuel Servais L-2535 Luxembourg à partir du 2 Avril 2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012100599/12.

(120137948) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 août 2012.

Andbanc Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 150.131.

Le bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 juillet 2012.

Andbanc Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2012100601/11.

(120138436) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 août 2012.

Antargaz Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8069 Bertrange, 7, rue de l'Industrie.

R.C.S. Luxembourg B 66.186.

Les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 06/08/2012.

Un mandataire

Référence de publication: 2012100603/12.

(120138792) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 août 2012.

Bain Capital International Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 25.000,00.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 51, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 97.839.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012100655/9.

(120138267) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 août 2012.

ArIndustrial France Developments I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 4.783.500,00.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 112.938.

Suite à une lettre signée par Monsieur Justin Chuter, gérant de catégorie B de la Société, la Société prend acte de la démission de celui-ci avec effet au 6 juillet 2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Munsbach, le 2 août 2012.

Pour la société

Un gérant

Référence de publication: 2012100605/14.

(120137942) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 août 2012.

Arminius Astoria (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 143.352.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un gérant

Référence de publication: 2012100607/10.

(120138730) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 août 2012.

Arminius Moat (Luxembourg) S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 139.532.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un gérant

Référence de publication: 2012100608/10.

(120138746) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 août 2012.

Arminius Peel (Luxembourg) S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 141.904.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un gérant

Référence de publication: 2012100609/10.

(120138740) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 août 2012.

Arminius Sports (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 139.533.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un gérant

Référence de publication: 2012100610/10.

(120138711) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 août 2012.

BlackRock European Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 101.782.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012100665/9.

(120138002) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 août 2012.
